



Money Expert

LE MAGAZINE
FINANCIER POUR
LES INVESTISSEURS
DE DEUTSCHE BANK
—
Trimestriel
JUI-AOÛT-SEPT 2022



Un revenu régulier
de votre patrimoine

Même en période de haute inflation

Petites par la taille,
mais...

Tout l'intérêt d'investir
dans les small caps



Voir les opportunités

Que l'on écoute les informations à la radio, que l'on ouvre son quotidien ou que l'on regarde le journal télévisé : ce sont actuellement des nouvelles anxigènes qui y sont majoritairement évoquées. Une inflation ultra-élevée qui dégrade fortement le pouvoir d'achat, le ralentissement économique, la guerre en Ukraine, les effets du changement climatique, ... sont autant de problèmes compliqués à résoudre et qui nous frappent tous durement. Et c'est précisément dans ce type de circonstances que nous devons être capables d'entrevoir l'avenir avec espoir et de voir les opportunités.

Espérer n'est pas synonyme de naïveté ou d'optimisme aveugle. Mais c'est chercher à voir les opportunités qui se présentent. Depuis la crise du Covid-19 et la guerre en Ukraine, l'unité euro-

péenne se renforce. La hausse des prix du pétrole et du gaz aura un impact sur notre consommation et poussera nos habitudes vers la transition écologique. Et enfin, avec une inflation qui augmente, les banques centrales sont encouragées à normaliser les taux d'intérêt. Des opportunités, donc.

En tant qu'un des acteurs les plus importants sur les marchés financiers, nous sommes heureux de pouvoir vous aider à traverser cette période très volatile pour les marchés et à identifier ces opportunités pour vos placements.

Je vous souhaite, ainsi qu'à vos proches, un agréable été.

Olivier Delfosse

Olivier Delfosse
CEO Deutsche Bank Belgique

✉ o.delfosse@db.com

🐦 twitter.com/deutschebankbe

📘 facebook.com/deutschebankbe

🌐 linkedin.com/company/deutsche-bank-belgium

Colophon — Money Expert est un périodique d'information financière publié par Deutsche Bank AG, Taunusanlage 12, 60325 Frankfurt am Main, Germany, HR/RC Frankfurt am Main/Francfort-sur-le-Main HRB nr. 30000. Deutsche Bank AG Succursale de Bruxelles, avenue Marnix 13-15, 1000 Bruxelles, Belgique, RPM Bruxelles, TVA BE 0418.371.094, IBAN BE03 6102 0085 7284, IHK D-HOAV-LOHOD-14. Concept et mise en page: www.jaja.be. Photographie: iStock, Getty Images, Unsplash. L'information qu'il contient ne constitue en aucun cas un conseil en investissement. Le contenu du magazine est basé sur la législation (fiscale) en vigueur au moment de la rédaction du magazine, qui peut être modifiée à tout moment par le législateur. L'information contenue dans ce périodique est recueillie aux meilleures sources mais n'engage pas la responsabilité de Deutsche Bank AG Succursale de Bruxelles.

La rédaction de ce magazine a été clôturée le 22 juin 2022. Si vous ne souhaitez plus recevoir le Money Expert, vous pouvez vous désabonner en envoyant un e-mail à service.clients@db.com ou en appelant le +32 2 551 99 35. É.R.: Olivier Delfosse



Ce que vous allez découvrir dans ce Money Expert...



10 Le verre à nouveau à moitié plein ?

Actualité

- 06 Perspectives économiques**
Les perspectives se sont assombries ces derniers temps, mais nous n'anticipons pas de récession.
- 10 Tendances d'investissement**
Bientôt le retour du balancier ?
- 14 Vacances sans souci (d'argent)**
Comment vous préparer ?

Expertise

- 17 Enquête de satisfaction**
La plus grande distinction pour nos conseillers.
- 22 La transition énergétique sous pression**
Quels sont les défis à relever ?

6x0 Depuis 1900, notre consommation d'eau a sextuplé.

> p. 24

2.350 L'épargne à long terme vous permet de verser jusqu'à 2.350 euros par an (revenus 2022), avec une réduction d'impôts potentielle de 30%.

> p. 29



38 Planification successorale : Tous les enfants sur le même pied ?



22 La transition verte : analyse



17 Quel bulletin pour nos conseillers ?

24 En chiffres

Pourquoi l'eau offre-t-elle des opportunités d'investissement ?

26 Farming for Climate

Favoriser l'agriculture durable par vos investissements

29 Épargne à long terme

N'oubliez pas de profiter pleinement des formules de pension avec avantage fiscal

32 Banques centrales

Depuis des années, les banques centrales s'aventurent en terrain inconnu. Avant de revenir aux fondamentaux ?

38 Qui pour qui ?

L'(in)égalité entre enfants dans la planification successorale

Solutions

16 Carte de crédit DB Gold

Une carte polyvalente assortie d'une vaste assurance

34 DB Strategic Income Allocation EUR (SIA) Balanced Plus

Vous souhaitez tirer un revenu régulier de votre patrimoine ?

38 Robecosam Smart Mobility Equities

Tous les chemins mènent à... une solution

46 Threadneedle American Smaller Companies

Petites entreprises, grands résultats ?

Et aussi

04 Le financement des autorités locales en Belgique

05 Quoi de neuf chez Deutsche Bank ?

20 Des océans plus propres grâce à vos investissements

50 En bref



Deutsche Bank : deuxième banque pour le financement des autorités locales belges en 2022

Depuis le début de l'année 2022, le groupe Deutsche Bank, au travers de son pôle "Investment Bank" international, a déjà été activement impliqué dans six transactions majeures de financement d'autorités belges, que ce soit au niveau fédéral ou au niveau d'entités fédérées.

Cela fait de Deutsche Bank, en termes de parts de marché, la deuxième banque active dans ce secteur d'activités en Belgique, juste derrière une des quatre grandes banques du pays (voir tableau ci-dessous).

La Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale, la Communauté française de Belgique, la Communauté germanophone de Belgique, le fonds du logement de la Région de Bruxelles-Capitale sont autant d'entités publiques belges dont les

programmes de financement ont été structurés et distribués par le groupe Deutsche Bank. Économie, logement social, éducation, culture, santé, sport... sont autant de domaines qui bénéficieront prochainement d'investissements publics, dont la population bénéficiera indirectement grâce à ces financements.

Parmi ces transactions, le groupe Deutsche Bank a notamment accompagné la Région wallonne dans leur opération obligatoire publique à 10 ans de 1 milliard d'euros portant un intérêt de 1,35% (0,33% au-dessus du gouvernement fédéral Belge) le 30 mars 2022 en tant que "bookrunner" mais aussi la Communauté française de Belgique dans son opération obligatoire publique "sociale" à 10 ans de 600 millions portant intérêt de 1,625% (0,32% au-dessus du gouvernement fédéral belge) aussi en tant que "bookrunner".

Par ailleurs, le groupe Deutsche Bank est à nouveau "Primary dealer" pour la dette publique fédérale belge.

Tout ceci est une nouvelle preuve de l'ancrage fort et de l'impact concret du groupe Deutsche Bank en Belgique. —

Classement des banques en charge des obligations des autorités locales belges (05/05/2022)

Classement	Banque	Montant (EUR)	Transactions	Part de marché
1	Belfius	1.548 millions	8	38,28%
2	Deutsche Bank	748 millions	6	18,50%
3	Landesbank Baden-Württemberg	335 millions	3	8,29%
4	Natixis	325 millions	2	8,04%
5	Morgan Stanley	250 millions	3	6,18%
6	ABN Amro	200 millions	1	4,95%
7	HSBC	200 millions	1	4,95%
8	NatWest Markets	170 millions	2	4,21%
9	Barclays	125 millions	1	3,09%
10	UniCredit	70 millions	1	1,73%

Source : Bloomberg, 05/05/2022

¹Dans le cadre d'une offre de titres, le Bookrunner gère les efforts de marketing et détermine la part de l'offre qui sera allouée à chaque investisseur potentiel.

Ce contenu vous est présenté à des fins informatives et de campagne de notoriété uniquement. Deutsche Bank AG Succursale de Bruxelles n'est pas impliqué dans les financements mentionnés dans cet article. Les données utilisées sont publiques et exactes à la date mentionnée.



Suivre l'actualité la plus importante ?

Vous trouverez sur deutschebank.be/actu des informations financières et économiques adaptées aux besoins des investisseurs privés. Avec des analyses claires. Et les sugges-

tions pour trouver les solutions d'investissement les plus appropriées pour vous. Nos experts publient de nouveaux articles plusieurs fois par semaine.



Suivez-nous sur

deutschebank.be/actu ou dans votre app MyBank



Un modèle pour l'Europe

Claudio de Sanctis était récemment notre invité à Bruxelles. Il est le Head of International Private Banking. Dans une interview accordée à l'Echo, il a parlé de "la Deutsche Bank Belgique comme modèle pour l'Europe".



Scannez le code QR pour lire l'article.



Women in Finance

Il y a quelques semaines, la toute première conférence Women in Finance Belgium a eu lieu. La Deutsche Bank est fière d'être membre de cette organisation, qui lutte pour l'égalité (de genre) et l'inclusion dans le secteur financier. Veerle Haenebalcke (Head of Retail & Personal Banking) a participé à certaines discussions de groupes passionnantes. Avec plus de 500 participants et plusieurs représentants de l'UE, l'événement a été un grand succès.



Reprise des sessions d'expertise

Maintenant que les bulles, les jauges et les masques sont derrière nous, votre banque organise à nouveau des sessions d'expertise locales depuis le mois de mai. Lors de ces événements, nos experts vous en disent plus sur le

climat financier et économique du moment et l'approche de la Deutsche Bank. Entre-temps, des centaines de clients ont été accueillis à l'Antwerp Expo, au restaurant Sensum à Gand ou dans leur Financial Center dédié.



Économie mondiale : espoirs et incertitudes

Depuis plusieurs mois, les perspectives de croissance mondiale sont ternies notamment par la guerre en Ukraine et par la stratégie 'zéro Covid' en Chine. Cette situation provoque une envolée des prix, perturbe les chaînes d'approvisionnement et oblige les banques centrales à durcir leur politique monétaire. Résultat : l'économie mondiale s'en trouve affaiblie et le niveau d'activité stagne. Malgré ces incertitudes et les importants défis à relever, notre scénario de base n'est pas celui d'une récession.

USA : pas de récession imminente

L'évolution du PIB au 1er trimestre (-1,5%) est trompeuse, car il s'agissait en réalité d'un chiffre solide. De fait, la consommation des ménages (+3,1%) et l'investissement des entreprises (plus de +9%) sont restés très bien orientés. Ce résultat négatif est surtout imputable à la diminution des stocks et au déficit commercial, les importations très élevées attestant de l'appétit de consommation des ménages américains.

D'après nos prévisions, l'économie américaine continuera à croître, et il est prématuré de parler de récession. Cela dit, la croissance devrait progressivement marquer le pas cette année. L'économie US bénéficie encore en partie des mesures de relance exceptionnelles mises en œuvre ces deux dernières années, ainsi que de la levée des restrictions sanitaires, mais les vents contraires se sont intensifiés. Les entreprises sont en bonne santé mais les perturbations des chaînes de production mondiales augmentent leurs coûts et continuent à freiner

l'activité manufacturière.

L'inflation record (8,6% en mai) – qui découle surtout de l'envolée des prix de l'énergie – met les ménages sous pression. Ces derniers peuvent heureusement s'appuyer sur la robustesse du marché du travail. Le taux de chômage est historiquement bas (3,6%) et les salaires augmentent suite à la raréfaction de la main-d'œuvre. L'un dans l'autre, la consommation privée devrait maintenir l'économie US à flots. Compte tenu de ces divers éléments, nous tablons sur une croissance du PIB de 2,9% cette année et de 2,2% l'an prochain.

Dans l'intervalle, la Réserve fédérale (Fed) a décidé de prendre le taureau par les cornes, en resserrant rapidement sa politique monétaire. Après la hausse de taux historique de 75 points de base opérée en juin, la Fed va poursuivre sur son élan au cours des prochains mois et envisage de porter son taux directeur autour de 3,40% d'ici fin 2022. Dans le même temps, la Fed a aussi commencé début juin à réduire son gigantesque

bilan, afin de compléter la normalisation de sa politique monétaire.

Zone euro : des forces opposées

Après avoir enregistré une progression de 0,6% au 1er trimestre de l'année, la croissance en zone euro devrait poursuivre son redressement à un rythme plus modéré. L'incertitude engendrée par la poursuite du conflit militaire entre l'Ukraine et la Russie continue à affecter la confiance. L'envolée des prix des matières premières, et en particulier des prix de l'énergie et des produits alimentaires, pèse sur le pouvoir d'achat des ménages. Elle provoque aussi une augmentation des coûts de production des entreprises, qui sont toujours confrontées à la perturbation des chaînes d'approvisionnement.

Si ces facteurs freinent l'évolution de la conjoncture, l'activité économique peut aussi compter sur différents soutiens. La réouverture de l'économie et la libération de la demande refoulée pendant la crise sanitaire soutiennent la reprise. La demande pour les services est forte et le secteur du tourisme devrait connaître une saison estivale robuste. De même, l'orientation positive du marché du travail, avec notamment un taux de chômage qui n'a jamais été aussi bas (6,8%), devrait apporter un →



Le chômage n'a jamais été aussi faible dans la zone euro

→ soutien aux revenus et dépenses des ménages. Enfin, la zone euro devrait aussi bénéficier d'une politique budgétaire favorable, des contributions du fonds de relance européen Next Generation EU, ainsi que de l'accroissement des investissements en infrastructures énergétiques et dans la défense.

Nous tablons sur une croissance de 2,8% cette année et de 2,2% l'an prochain. L'Europe reste cependant l'une des régions les plus menacées en cas de prolongation ou d'escalade de la guerre en Ukraine. Alors que l'UE a annoncé un embargo sur 90% du pétrole en provenance de la Russie d'ici fin 2022, l'interruption ou non des livraisons de gaz russe déterminera de manière fondamentale nos prévisions de croissance.

Avec l'envolée de l'inflation, la pression a fortement augmenté sur la Banque centrale européenne (BCE). A

tel point que ce qui était impensable il y a encore quelques mois, à savoir un taux de dépôt à nouveau positif avant la fin de l'année, ne fait aujourd'hui plus aucun doute. La BCE a en effet annoncé la fin de son programme d'achats d'actifs, ainsi que le début (en juillet) du cycle de hausse des taux (+25 points de base). Elle est en outre déterminée à augmenter ses taux directeurs sur base régulière dans un avenir prévisible. La BCE pourrait même relever ses taux de 50 points de base en septembre si les prévisions d'inflation à moyen terme le justifient.

Japon : plus de 2% d'inflation pour la première fois depuis 7 ans

Au Japon, la dernière vague de covid s'est estompée, mais elle a laissé des stigmates sur la croissance. Durant les trois premiers mois de l'année, le PIB s'est contracté de

0,5%. La reprise de la consommation des ménages, un nouveau train de mesures budgétaires (soutien aux PME, compensations pour les prix élevés des carburants) et l'assouplissement des contrôles sanitaires aux frontières devraient avoir favorisé une reprise de l'activité économique au 2^e trimestre. La consommation des ménages risque toutefois de s'essouffler après ce rebond initial, en l'absence de hausse substantielle des salaires. Nous anticipons une croissance du PIB japonais de 2,0% en 2022 et de 1,8% en 2023.

Fait notable, l'inflation a atteint 2,5% en avril. L'objectif de 2% fixé par les autorités monétaires nipponnes a ainsi été dépassé pour la première fois depuis 2015. Comme cette accélération est largement imputable au net renchérissement du coût de l'énergie et pas à une forte demande, la Banque du Japon ne devrait pas procéder à des ajustements majeurs dans la conduite de sa politique monétaire.

Chine : reprise graduelle au 2^e semestre

La stratégie 'zéro Covid', qui a entraîné le confinement de villes entières et de pôles économiques majeurs, a lourdement pesé sur l'activité économique au 2^e trimestre. L'assouplissement des restrictions laisse toutefois présager d'un redémarrage économique graduel. Les indicateurs PMI (Purchasing Managers' Index – le baromètre de la confiance des responsables des achats dans le secteur des services et l'industrie manufacturière) ont amorcé un rebond fin mai et pourraient très bientôt franchir la barre des 50 points (le niveau charnière entre l'expansion et la contraction).

Prévisions de croissance pour 2022 – 2023

(PIB réel, en %)

	2022	2023
Monde	3,3 (-0,2)*	3,3
États-Unis	2,9 (-0,5)	2,2 (-0,2)
Zone euro	2,8	2,2
Allemagne	2,7 (-0,3)	3,2
Royaume-Uni	3,9 (+1,1)	1,0 (-0,5)
Japon	2,0 (-0,5)	1,8 (+0,4)
Chine	4,5	4,8
Inde	7,5 (+0,5)	6,3 (+0,3)
Brésil	0,5 (+0,2)	1,5
Russie	-10,0 (-2,0)	-1,0 (-1,0)

Source : Deutsche Bank Wealth Management, mai 2022

* Modifications à la hausse et à la baisse par rapport à mars 2022

Cette reprise économique devrait être plus tangible à partir du second semestre. Ce redémarrage devrait alléger la pression qui pèse sur les chaînes d'approvisionnement, ce qui serait une bonne nouvelle pour les nombreuses entreprises en Asie et ailleurs dans le monde qui sont fortement dépendantes des composants fabriqués en Chine.

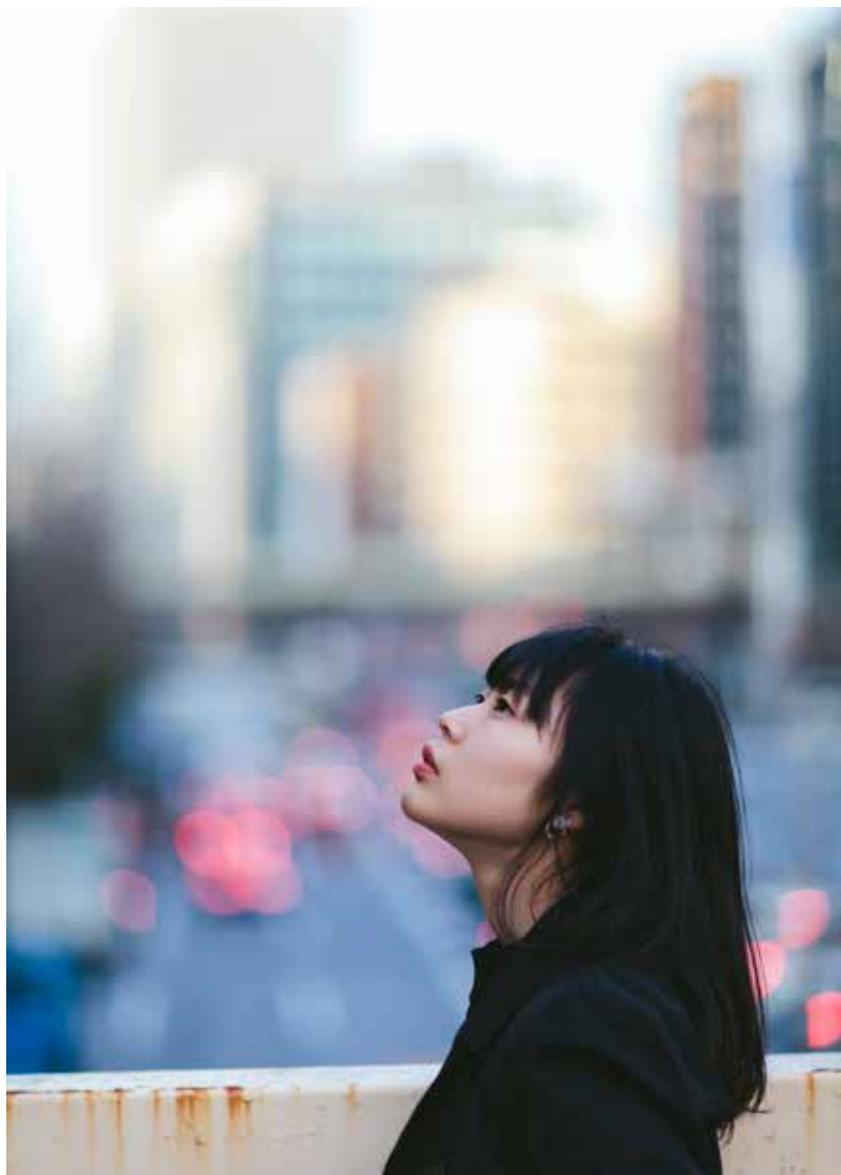
La Chine, avec son inflation largement inférieure à celle des autres grandes économies, dispose en outre d'une plus grande marge de manœuvre pour ajuster ses leviers monétaires et budgétaires. La Banque centrale chinoise a baissé le taux d'emprunt à 5 ans de 4,60% à 4,45% pour stimuler le marché hypothécaire. Diverses restrictions à l'achat de biens immobiliers ont en outre été assouplies. Nous pensons que l'essentiel du malaise immobilier pourrait bientôt être passé. Si nécessaire, de nouvelles baisses de taux pourraient intervenir dans les prochains mois.

Sur le plan budgétaire, la Chine a annoncé des mesures de soutien aux secteurs les plus lourdement touchés par la crise du covid. Les mesures de relance budgétaire pourraient provenir de nouvelles réductions d'impôts et de taxes, ainsi que de l'encouragement aux investissements dans les nouveaux moteurs de croissance que sont la modernisation de l'industrie manufacturière, l'innovation et le développement vert. Des investissements dans les projets d'infrastructure sont également prévus, afin de rénover et mieux connecter les villes et régions vieillissantes. Compte tenu de l'énorme coût économique de la stratégie zéro Covid, la Chine devrait néanmoins éprouver des difficultés à atteindre son objectif de croissance d'environ 5,5% en 2022. —

En résumé

Au cours des prochains mois, les trois thèmes dominants pour l'économie mondiale devraient être les suivants :

1. La politique monétaire des banques centrales compte tenu des fortes pressions inflationnistes et des craintes de récession.
2. La guerre en Ukraine, et surtout ses conséquences sur les marchés de l'énergie et des matières premières.
3. L'évolution de la situation économique et sanitaire, et son impact sur l'économie mondiale.





Le verre à nouveau à moitié plein ?

Guerre en Ukraine, confinements en Chine, inflation, spectre de la récession... ces derniers mois, les investisseurs ont eu beaucoup de raisons de s'inquiéter. Ces incertitudes se sont traduites par un fort recul des bourses, mais le pendule semble avoir atteint son apogée négative.

Au cours des premiers mois de 2022, les investisseurs se sont vu servir un cocktail déplaisant : inflation record, taux en hausse et resserrement de la politique monétaire des banques centrales. Sont encore venus s'y ajouter la guerre en Ukraine, les tensions sur l'énergie et le confinement de l'économie chinoise. Un mélange d'ingrédients qui a provoqué un net décrochage boursier et a fait déchanter les investisseurs.

Après quatre mois de stress intense, le mois de mai a apporté un

peu de répit. En Chine – la 2^e économie mondiale – les portes et les fenêtres se sont progressivement rouvertes. Aux États-Unis, les marchés n'ont plus tablé sur des augmentations radicales des taux, tempérant ainsi la propension à la vente des détenteurs d'actions. Et en Ukraine, la non-escalade des hostilités a aussi contribué à calmer en partie les esprits. Ce petit souffle d'optimisme n'a cependant pas permis de compenser les pertes. Tant les actions que les obligations restent largement dans le rouge depuis le début de l'année, d'autant plus que les marchés ont à nouveau plongé en juin.

Le spectre de l'inflation existe vraiment

L'inflation est et reste le grand agitateur de troubles. Cet emballement des prix est alimenté par les problèmes dans les chaînes d'approvisionnement, la politique 'Zéro Covid' chinoise et la guerre en Ukraine, qui a un impact considérable sur les prix de l'énergie et des denrées alimentaires. Et comme l'Europe semble être déterminée à couper dès que possible ses liens énergétiques avec la Russie, cela alimentera l'inflation à l'avenir. Le pétrole est en effet une matière première cruciale pour d'innombrables produits : pneus automobiles, bougies, brosses à dents, aspirines, etc. Si l'offre est réduite de façon volontaire, la pression sur les prix augmente. Historiquement, ce ne sont

pas les guerres qui ont dicté l'évolution des bourses, mais bien leurs conséquences économiques.

Les actions de croissance se contractent

À la mi-juin, les marchés d'actions européens (STOXX Europe 600) avaient reculé de 16% par rapport au 1er janvier. Le S&P 500 américain avait perdu 23%, soit son décrochage le plus substantiel sur un début d'année depuis 1970. Le Nasdaq – qui avait surfé sur une forte vague haussière ces dernières années – a bu la tasse, avec un plongeon de 32%. Mais ce sont surtout les FANG+¹ qui ont laissé des plumes dans l'aventure, avec un repli de 36%.²

Si les actions de croissance ont plus souffert, c'est parce que cette classe d'actifs est davantage impactée par les hausses des taux. Durant la pandémie, nombre d'entre elles avaient pris une longueur d'avance, via des prévisions bénéficiaires en forte hausse (e-commerce, digitalisation, télétravail). La correction est donc à l'avenant.

Les obligations dévissent aussi

Les actions n'ont pas été les seules à décrocher. Un recul similaire a touché le marché obligataire qui, en termes de capitalisation totale, pèse toujours plus lourd que le marché boursier. Cette baisse simultanée est relativement inhabituelle, car ces deux

classes d'actifs sont généralement inversement corrélées : lorsque l'une descend, l'autre monte, et vice versa. Mais pas dans la situation présente.

Outre-Atlantique, les taux ont même davantage augmenté que lors du fameux 'taper tantrum' de 2013³. Les obligations souveraines US ont ainsi connu leur plus médiocre début d'année en 20 ans. Toutes les obligations d'Etat et d'entreprises – européennes et émergentes – ont connu le même sort. Le premier trimestre – surtout – a été le plus mauvais depuis plusieurs décennies. Aucune catégorie d'obligations n'a échappé à cette déroute.

A-t-on touché le fond ?

Voilà pour les mauvaises nouvelles.



Nous pensons que les cours tiennent déjà compte de ces mauvaises nouvelles

Si, jusqu'à présent, les investisseurs avaient tendance à voir le verre à moitié vide, le moment semble venu d'inverser leur perception. Nous pensons en effet que toutes ces mauvaises nouvelles sont déjà en très grande partie intégrées dans les cours actuels. Ça et là, le balancier commence même à s'inverser. Plusieurs indicateurs suggèrent que le potentiel haussier est supérieur au potentiel baissier : →

Le sell-off des obligations souveraines US est plus intense que lors du 'taper tantrum'



Source : Bloomberg Finance LP, Deutsche Bank AG. Données au 3 mai 2022.

→

- A la fin 2021, les marchés tablaient encore sur une légère remontée des taux aux États-Unis en 2022. De mois en mois, ces prévisions ont été ajustées à la hausse jusqu'aux très hauts niveaux actuels. La Réserve fédérale (Fed) a relevé son taux directeur de 75 points de base en juin, ce qui n'était pas arrivé depuis 1994. Le scénario de hausse de taux le plus agressif est peut-être reflété dans les cours.
- Le sentiment des investisseurs est au plus bas. Actuellement, ils sont plus nombreux à penser que les marchés vont encore reculer (84%) plutôt que se redresser (16%). En d'autres termes, il est presque impossible d'être plus pessimiste



Ce sont les chiffres de l'inflation qui déterminent l'humeur boursière

- qu'aujourd'hui et le plancher semble avoir été atteint.
- Bien que ce ne soit pas notre scénario de base, de nombreux investisseurs craignent une récession. Ils sont même à ce point pessimistes que le ratio de valorisation entre les actions cycliques et les actions défensives européennes tient déjà compte de cette éventualité. Les actions défensives sont en effet très fortement valorisées par rapport aux actions cycliques, et cette distorsion apparaît excessive.
- Pour la plupart des indices régionaux, la valorisation des actions (= ratio cours/bénéfices) est inférieure à la moyenne sur 10 ans.
- Les indicateurs de l'inflation aux États-Unis sont toujours dans le rouge mais un sommet pourrait bientôt être en vue et il devrait ensuite être suivi d'une décade. Les prévisions d'inflation outre-Atlantique sont de 4,7% en 2022 et de 2,9% en 2023 (PCE – Personal Consumption Expenditure index). En Europe, ces chiffres sont respec-

- tivement de 8% et de 3,3% (CPI – Consumer Price Index). Ici aussi, le pic a (presque) été atteint.
- La hausse des taux pourrait à nouveau attirer progressivement un nombre croissant d'investisseurs avec une stratégie buy-and-hold vers les obligations. Le taux des obligations souveraines allemandes oscille à nouveau autour de 1,75% (contre 3,25% pour les bons du Trésor américains). Sur le marché obligataire, le pire est probablement passé. Or, un apaisement du marché obligataire aura aussi un effet apaisant sur le marché boursier.
- La fin des confinements et la politique de soutien (budgétaire et monétaire) en Chine peuvent influencer positivement la croissance mondiale et le marché des actions. Il existe encore une marge pour une baisse des taux. Par ailleurs, le tour de vis imposé par les autorités chinoises sur les entreprises technologiques semble s'être quelque peu relâché.

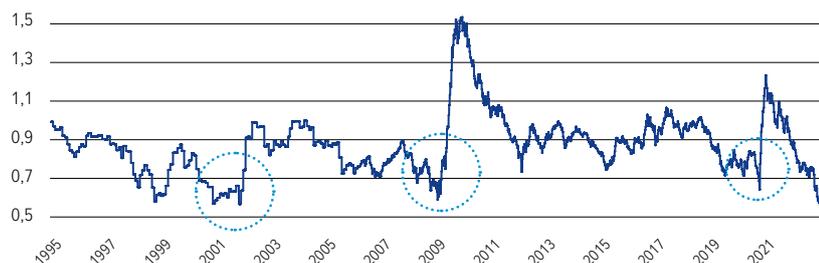
Et maintenant ?

La volatilité sur les marchés n'est pas près de s'estomper. Mais bien que la situation reste fragile et difficile, un redressement reste selon nous possible. Pour l'instant, les bourses nous semblent être trop pessimistes. La preuve par le S&P 500, qui a perdu plus de 20% par rapport à son pic de début d'année, soit un recul proche de la perte moyenne en cas de récession (24%), bien que nous ne soyons pas en récession.

Nous pensons que le second semestre sera meilleur que le premier. Bien qu'il faudra composer avec la volatilité, les niveaux de cours actuels offrent un potentiel intéressant sur un horizon de 12 mois. Tout dépendra toutefois de la capacité des banques

Les investisseurs anticipent déjà une récession

— Ratio cours/bénéfices estimés à 12 mois du MSCI Europe Cyclical par rapport au MSCI Europe Defensive
Secteurs cycliques: matières premières, industrie, biens de consommation non essentiels, énergie et banques.
Secteurs défensifs: biens de consommation essentiels, santé et services essentiels (eau, gaz, électricité)



Source : Refinitiv Datastream, Bloomberg Finance LP, Deutsche Bank AG. Chiffres au 3 mai 2022.



Voyager sans souci (d'argent) : comment faire ?

Vous êtes enfin arrivé(e) à destination. Pour oublier cette longue journée passée dans les aéroports, vous allez manger dans 'ce petit restaurant qui a l'air sympa'. Au moment de régler l'addition, votre carte de paiement ne semble pas fonctionner. Pas même au distributeur de billets tout proche. Comment éviter ce genre de mésaventure ? Découvrez-le ci-dessous.

1 Emporter du cash ?

En règle générale, il est déconseillé de compter sur le cash comme seule méthode de paiement. Primo, parce que les taux de change sont souvent très défavorables. Secundo parce que l'argent liquide est la cible préférée des pickpockets. Et tertio, parce que certains pays imposent des plafonds aux paiements en liquide.

À l'inverse, et même s'il est désormais possible de payer par carte dans d'innombrables établissements, nous vous déconseillons de ne pas emporter le moindre centime d'argent

liquide. Pour payer un taxi, donner un pourboire ou en cas d'urgence, rien de tel qu'un petit billet.

4 précautions à prendre :

- Répartissez votre cash dans différentes poches et accessoires. Si vous emportez malgré tout une somme importante, déposez-la dans le coffre de l'hôtel.
- Pour cacher votre cash, utilisez un sac banane avec compartiments secrets.
- Emportez éventuellement un deuxième portefeuille, contenant un peu d'argent et des cartes factices. Si l'on s'en prend à vous, donnez ce portefeuille-là.
- Utilisez de petites coupures, car les gros billets attirent inmanquablement l'attention.

2 Payer en euros ou en devise locale ?

Si vous voyagez en dehors de la zone euro, les établissements vous offrent parfois la possibilité de payer par carte, en euros. Sympa à première vue, car il s'agit de la devise que vous connaissez le mieux. Pourtant, il

est généralement préférable d'opter pour le paiement en devise locale. Pourquoi ? En raison de la 'dynamic currency conversion' : l'établissement a le droit de définir lui-même le taux de change. Outre un taux défavorable, peut-être devrez-vous en outre acquitter des frais de change. Dans la plupart des cas, le taux de change appliqué par l'émetteur de votre carte sera sensiblement plus avantageux. En résumé, si vous avez le choix entre le paiement en devise locale ou en euros, optez pour la monnaie locale.

3 Quelle carte utiliser dans quelle situation ?

Utilisez de préférence votre carte de débit Bancontact/Maestro pour les retraits et les paiements en euros dans la zone euro. Deutsche Bank¹ ne compte aucune commission sur ces opérations (attention, certaines banques à l'étranger prélèvent des frais lors des retraits d'argent, mais ces frais sont indépendants de Deutsche Bank Belgique¹).

Votre carte DB Titanium ou DB Gold – qui portent la marque Mastercard – est acceptée dans le monde entier. Les paiements en euros dans la zone euro

sont gratuits, mais il est préférable de ne pas retirer d'argent au moyen d'une carte de crédit car, à chaque retrait dans la zone SEPA (36 États membres, dont la Belgique), vous payez 5 euros de frais. Et pour les retraits en dehors de la zone euro, vous payez également 5 euros de frais, ainsi qu'une commission de change de 1,5% pour les retraits de devises étrangères².

4 Dois-je 'débloquer' ma carte de crédit avant une croisière ou un voyage aux États-Unis ?

Aux États-Unis, aucun code n'est requis pour de multiples transactions. Une signature suffit. Voilà pourquoi votre carte de crédit Deutsche Bank est bloquée par défaut pour les paiements aux USA (sauf pour les achats online). Or, certaines compagnies maritimes règlent via les États-Unis les paiements effectués à bord de leurs bateaux de croisière. Si vous partez en croisière – ou si vous vous rendez aux États-Unis – il est donc recommandé de débloquent votre carte. Rien de plus simple via l'espace Self-Service, tant dans Online Banking que dans l'app MyBank (section Cartes – Cartes de crédit – Activer/désactiver une région spécifique).

5 Quid lorsque ma carte est avalée par un distributeur automatique, volée ou perdue ?

Appelez immédiatement CardStop au +32 78 170 170 (24/7). Pensez à ajouter ce numéro à votre liste de contacts dans votre téléphone. Vous éviterez ainsi un stress inutile si cette situation venait à se présenter.

6 En vacances, comment consulter mon solde, faire un virement... ?

L'application mobile MyBank vous permet d'effectuer vos opérations bancaires courantes. Dans le cas où

vous souhaitez effectuer un versement d'une somme importante, vous devrez alors utiliser l'Online Banking. Dans ce cas, n'oubliez pas d'emporter votre digipass, ou utilisez l'appli itsme®. Installez itsme® avant votre départ, car votre digipass est nécessaire pour l'activation initiale.

7 Puis-je aussi suivre mes placements ?

Vous pouvez toujours suivre vos investissements via l'Online Banking. Pour vous identifier, vous pouvez utiliser l'application itsme®. Si vous ne l'avez pas installée, pensez à emporter votre digipass !

L'application mobile MyBank vous donne également accès à votre compte-titres (impossible cependant de vendre ou d'acheter des titres via l'appli). —

¹ Deutsche Bank AG, succursale de Bruxelles

² Nos tarifs peuvent être consultés sur [deutschebank.be/tarifs](https://www.deutschebank.be/tarifs)

Vous n'avez pas encore l'app MyBank ?



Scannez le code QR et téléchargez l'application



Généralement, il est préférable de payer en devise locale, plutôt qu'en euros.

Votre Financial ID mérite-t-il une actualisation estivale ?

Durant les vacances, les marchés continuent à évoluer. Pour rester informé(e) des événements qui impactent votre portefeuille, il est recommandé d'actualiser votre Financial ID aussi durant l'été. Grâce à nos alertes et notifications, vous ne manquerez aucune opportunité d'investissement ni risque potentiel détectés par Deutsche Bank. Rien de tel pour passer des vacances optimales. La mise à jour de votre Financial ID peut se faire via l'Online Banking.



Profitez davantage de votre carte de crédit, en Belgique et à l'étranger

La carte DB Gold est une carte de crédit flexible de Deutsche Bank. Découvrez tous ses avantages et l'étendue de ses services.

Chez Deutsche Bank, votre carte de crédit est bien plus qu'un moyen de paiement accepté dans le monde entier (émis par MasterCard). En optant pour la carte DB Gold, vous bénéficiez d'une vaste couverture d'assurance¹ pour seulement 45 euros par an :

- L'assurance Achats² couvre les dommages accidentels et certaines formes de vol des articles achetés et payés avec la carte, via internet ou en magasin.
- Les articles que vous avez achetés en ligne n'ont pas été livrés ou étaient différents des produits commandés ? Si cet achat a été réglé avec une carte DB Gold, vous bénéficiez d'une couverture d'assurance¹ jusqu'à 1.250 euros.
- Vous achetez un smartphone ou un ordinateur ? En payant avec la carte DB Gold, la garantie standard de 2 ans est prolongée de 2 années supplémentaires. Cette extension de garantie¹ s'applique également

à vos appareils informatiques ou de communication à usage privé.

- L'assurance vous protège également¹ en cas de vol par agression après un retrait d'argent à un distributeur automatique effectué avec votre carte DB Gold. Si le vol avec agression se produit dans les 48 heures du retrait, vous bénéficiez aussi de la couverture d'assurance.

Assurance annulation/interruption de voyage

En réservant vos vacances au moyen de votre carte DB Gold, vous bénéficiez d'une assurance annulation/interruption¹. Vous tombez malade ou êtes victime d'un accident quelques jours avant le départ ? Tous les frais non récupérables (comme décrits dans les conditions du voyage) vous sont remboursés. Votre avion a du retard, vos bagages n'arrivent pas à temps ou se perdent en chemin ? Ici aussi, les achats indispensables sont couverts jusqu'à 500 euros.

Grande flexibilité

La carte DB Gold conjugue les avantages d'une carte de paiement aux atouts d'une carte de crédit. Vous pouvez utiliser tant le solde de votre compte à vue que votre facilité de caisse de 1.249 euros³. Vous envisagez un achat important ou vous faites un grand voyage ? Vous pouvez facilement adapter votre limite d'utilisation en augmentant le solde de votre compte à vue. À tout moment, vous pouvez consulter vos dépenses via l'Online Banking ou l'app MyBank. —

Vous souhaitez vous aussi bénéficier de tous les avantages de la carte DB Gold ?

Demandez votre carte DB Gold⁴ via deutschebank.be/selfservice ou via l'Online Banking (dans la rubrique Self-Service / Cartes / Cartes de crédit / Demander une nouvelle carte de crédit)

¹L'assureur est AIG Europe S.A., une compagnie d'assurance, immatriculée au Luxembourg (RCS n° B 218806) dont le siège social est sis 35 D Avenue J.F. Kennedy, L-1855, Luxembourg. AIG Europe S.A. est agréée par le ministère luxembourgeois des Finances et contrôlée par le Commissariat aux Assurances 7, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, GD de Luxembourg, Tél: (+352) 22 69 11 – 1, caa@caa.lu, www.caa.lu. Succursale belge située Boulevard de la Plaine 11, 1050 Bruxelles, RPM Bruxelles – TVA BE 0692.816.659, inscrite à la Banque Nationale de Belgique (BNB) sous le numéro 3084. La BNB est située Boulevard de Berlaimont 14 à 1000 Bruxelles, www.nbb.be. Cette assurance est soumise au droit belge. La garantie de ce contrat prend effet à compter de la date de l'activation de la carte et après la date d'entrée en vigueur de ce contrat d'assurance souscrit par le Preneur d'Assurance, Deutsche Bank AG, auprès de l'Assureur. Toutes les garanties prennent fin immédiatement et expirent automatiquement en cas de non-renouvellement ou d'expiration de la carte et/ou si le présent contrat d'assurance souscrit par le Preneur d'Assurance, Deutsche Bank AG, Succursale de Bruxelles, auprès de l'Assureur prend fin pour quelque raison que ce soit. Vous trouverez dans cette publicité un aperçu de la couverture offerte, et ci-dessous les principaux risques non couverts : (a) les biens neufs / voyages qui n'ont pas été payés avec la carte DB Gold ; (b) la faute intentionnelle de l'assuré, son conjoint, ses descendants ou ascendants ; (c) les articles utilisés à des fins professionnelles. Le contenu de cette publicité est publié à des fins d'information et peut être modifié sans préavis. Cette publicité ne peut pas être invoquée, quelles que soient les circonstances, pour réclamer une couverture d'assurance ou tout autre droit. Il ne peut pas être considéré comme un conseil ou une offre de contracter. Seule la police d'assurance contient une description précise et contraignante de la couverture. Pour les conditions générales, le document d'information sur le produit d'assurance ainsi que tous les autres documents pertinents contenant des informations contractuelles ou précontractuelles, vous pouvez contacter Deutsche Bank ou vous pouvez également contacter AIG directement par e-mail (info.belgium@aig.com), courrier (AIG Europe SA, Boulevard de la Plaine 11, 1050 Bruxelles), fax (02 739 93 93) et téléphone (02 739 90 00). Vous pouvez également trouver la Privacy Policy et AssurMifid Policy d'AIG sur www.aig.be. En cas de plainte concernant les assurances, vous pouvez vous adresser au (a) Service interne de plainte d'AIG Europe SA par e-mail (belgium.complaints@aig.com), courrier (AIG Europe SA, Complaints, Boulevard de la Plaine 11, 1050 Bruxelles), fax (02 739 93 93) et téléphone (02 739 96 90) ; (b) Ombudsman des assurances par e-mail (info@ombudsman.as), courrier (Square de Meeus 35, 1000 Bruxelles), fax (02 547 59 75), téléphone (02 547 58 71) ou via son site web (www.ombudsman.as). ² Les conditions générales de l'Assurance DB Gold ainsi que le document d'information Assurances DB Gold relatif aux couvertures associées à l'utilisation de la carte DB Gold sont disponibles sur deutschebank.be (sous 'Documents & Tarifs') ou sur simple demande auprès de Deutsche Bank. ³ Pour plus d'informations concernant les conditions et modalités de cette facilité de caisse, nous vous renvoyons au Règlement Général des Services et Instruments de paiement ainsi qu'aux Conditions générales de la carte DB Gold, à consulter sur deutschebank.be/tarifs. ⁴ L'octroi de la carte de crédit DB Gold est soumis à l'approbation de votre dossier par Deutsche Bank AG, Succursale de Bruxelles. Pour plus d'informations concernant les conditions et modalités de la carte de crédit DB Gold et la facilité de caisse liée à celle-ci, nous vous renvoyons au Règlement Général des Services et Instruments de paiement ainsi qu'aux Conditions générales de la carte DB Gold, à consulter sur deutschebank.be/tarifs ou disponibles sur simple demande auprès de Deutsche Bank. Les conditions générales régissant ces assurances, qui sont liées à l'utilisation de la carte DB Gold ainsi que le Document d'information Assurance DB Gold, sont également disponibles sur deutschebank.be/tarifs ou sur simple demande auprès de Deutsche Bank.



LA PLUS GRANDE DISTINCTION POUR NOS CONSEILLERS

La satisfaction de nos clients, notre plus belle récompense

L'objectif de Deutsche Bank est clair : devenir la référence en Belgique en matière de conseils en investissement personnalisés et sur mesure. Pour nous en assurer, nous mesurons depuis de nombreuses années la satisfaction de nos clients. Et depuis toujours, ils nous attribuent des scores particulièrement élevés ! Cette année n'y déroge pas puisqu'ils nous ont octroyé la note globale de 4,7 sur 5.

Chaque jour, nos conseillers mettent tout en œuvre pour offrir un service de qualité et sur mesure à nos clients.

Une approche qu'il nous semble essentiel de mesurer. Nos clients sont-ils satisfaits de nos conseils ? Tenons-nous notre promesse ?

Pour en avoir le cœur net, nous avons mis en place, depuis plusieurs années, une courte enquête de satisfaction qui invite nos clients à donner leur avis sur nos services, juste après un entretien d'investissement. Tout se fait sur base volontaire, dans l'anonymat et la confidentialité la plus totale, et le traitement est réalisé par une société externe. Les conditions idéales pour que nos clients puissent nous évaluer en toute franchise.

Notre enquête de satisfaction s'est déroulée du 29 juillet au 15 novembre 2021. Les très nombreuses réponses reçues nous ont indiqué que nous étions sur la bonne voie et que nous parvenions à maintenir la qualité de nos conseils dans le temps.

4,7 sur 5

Lors de cette édition, nos clients ont une nouvelle fois plébiscité nos services en nous accordant une magnifique note globale de 4,7 sur 5. Ce score synthétise le résultat des réponses données à cinq questions différentes. Cinq questions qui englobent tous les aspects importants d'une relation qualitative.

Ce beau résultat reflète la confiance que nous avons pu construire avec eux

au fil du temps. Il vient aussi couronner notre volonté d'être aux côtés de nos clients à tout moment. Surtout dans les périodes de volatilité comme celle que les marchés connaissent depuis fin 2021, avec des tensions géopolitiques et macroéconomiques importantes. C'est dans ces phases de turbulences que la qualité de nos conseils et de notre suivi se révèle la plus essentielle.

Une écoute proactive, une expertise avérée

Chaque client est unique, comme sa situation financière. Nos conseillers s'intéressent de près à tous les éléments qui influent sur les conseils en investissement : la composition familiale, le patrimoine existant, la sensibilité au risque, l'horizon et l'objectif d'investissement. Cette connaissance approfondie de nos clients constitue la

Témoignages

🗣️ Au fil des ans, j'ai établi une relation de confiance. Lorsque je prends rendez-vous, mon conseiller a toujours une proposition d'investissement qui me plaît et qui s'inscrit dans mon portefeuille. Je ne suis pas considéré comme un numéro chez Deutsche Bank, ce que j'apprécie beaucoup.

🗣️ La qualité de l'accueil, le sens de la communication, la pédagogie dans le but de rendre accessible au client le 'jargon' financier, l'écoute ... et pour couronner le tout, une compétence remarquable. Nous sommes clients chez Deutsche Bank depuis plus de 25 ans à notre plus grande satisfaction ...

→ pierre angulaire de notre relation. Sans cela, nous ne pouvons pas donner des conseils pertinents et personnalisés. Nous avons donc posé cette question de façon très claire dans notre enquête. “Mon conseiller s’est intéressé à ma situation personnelle.” Et nous avons reçu l’excellent score de 4,7 sur 5.

L’autre élément essentiel qui nous permet de tenir nos engagements, ce sont les compétences techniques et l’expertise de nos conseillers. L’enquête reprenait ces éléments dans la question suivante : “Mon conseiller était un spécialiste possédant les compétences nécessaires pour répondre à ma demande”. Et ce n’est pas un hasard si nous avons obtenu la note de 4,7 sur 5 ici aussi. La plus grande distinction pour nos conseillers !

Depuis de nombreuses années, nos clients soulignent leur expertise. Il est vrai qu’ils se forment régulièrement aux matières liées aux investissements, non seulement à la banque mais aussi au sein d’institutions de renom, comme l’Antwerp Management School, où ils suivent une formation spécifique en Financial Planning. Ce sont de véritables experts qui développent continuellement leurs compétences et connaissances afin de pouvoir toujours conseiller nos clients de façon pertinente.

Une offre sur mesure et personnalisée

“J’ai reçu une proposition adaptée à mes besoins.” Pour être la référence

en matière de conseils en investissement en Belgique, nous nous devons d’exceller dans les solutions que nous proposons. Pas de proposition générique. Des propositions uniques, taillées sur mesure pour chaque client et répondant entièrement à ses attentes. Il est primordial pour nous de savoir si nous sommes au rendez-vous sur ce point-là. Et nos clients nous ont confirmé la qualité de notre offre avec, une nouvelle fois, un score de 4,7 sur 5. Chez Deutsche Bank, nous travaillons avec nos propres fonds d’investissement mais aussi avec ceux d’une trentaine de gestionnaires de réputation mondiale. C’est que l’on appelle l’architecture ouverte.

Deux autres éléments étaient pris en considération dans notre enquête. Notre sens de l’accueil et la qualité de nos infrastructures. Dans les deux cas, nos clients ont marqué une satisfaction élevée.

Un baromètre essentiel

Mesurer la satisfaction de nos clients nous tient vraiment à cœur. C’est un baromètre essentiel, une boussole qui nous indique si nous répondons aux attentes de nos clients et remplissons correctement notre rôle de conseillers en investissement. Nous sommes ravis de constater que nos clients sont satisfaits de nos services. Cela nous motive pour maintenir notre haut niveau d’exigences et poursuivre notre constante évolution. —



S’engager dans une relations à long terme

JONAS SCHELTJENS, TURNHOUT

“La qualité des conseils est l’un des aspects les plus importants de notre profession. En effet, nous devons non seulement répondre à la situation actuelle du client, mais aussi envisager le moyen et le long terme. De cette manière, nous pouvons constituer le portefeuille le plus en phase avec la situation individuelle de chaque client. Ce n’est qu’ainsi que nous pouvons obtenir un portefeuille solide et durable adapté à leurs besoins. Nous sommes heureux que nos clients apprécient beaucoup cette démarche. Parce que nous nous engageons dans une relation à long terme, les clients savent aussi exactement ce qu’ils peuvent attendre de leur conseiller. Cette coopération positive est le meilleur moyen pour les deux parties d’effectuer des opérations bancaires en toute confiance.”

Un tout grand merci pour cet entretien. Cela me permet de remettre mes placements en perspective et cela devrait être organisé une fois l’an si possible ;-). Le conseiller rencontré est d’une grande efficacité et ses explications sont claires et pertinentes pour un client ‘lambda’ tel quel moi qui n’est pas du tout spécialiste des produits (placements) bancaires. Je le remercie en tous cas pour sa disponibilité et sa patience.

Sur base de mes recommandations, quelques membres de ma famille sont déjà devenus clients chez Deutsche Bank, même en gestion discrétionnaire. En ce qui concerne mon dernier entretien : ponctualité, efficacité et recommandations claires et précises qui ont permis 6 souscriptions. Félicitations et merci à ma gestionnaire.



Faire la différence par le suivi quotidien

ANJA VAN MIEGHEM, GAND

“Pour moi, une bonne relation avec le client constitue un point de départ sain pour toute conversation. Ma priorité absolue est donc d’honorer chaque jour la confiance de mon client en lui fournissant un service de qualité et en recherchant ensemble la solution la plus adaptée. En tant que gestionnaire, vous ne pouvez pas contrôler les événements sur les marchés financiers, mais à mon avis, dans votre suivi quotidien et votre connaissance du dossier, vous pouvez faire la différence. Cette approche m’a permis d’établir une relation de confiance au cours des 25 dernières années, qui a entre-temps également convaincu la génération suivante ou d’autres membres de la famille. Pour moi, c’est déjà une belle récompense !”



Répondre présent, dans les bons et les moins bons moments

LAURENT DECRUYENAERE, MONS

“Quand on cherche à faire fructifier son épargne, on a tous besoin d’être guidé dans la bonne direction. C’est ce que je m’efforce de faire jour après jour pour mes clients. Leur satisfaction est donc une priorité et doit être au centre de nos préoccupations. Un client satisfait sera enclin à générer du bouche à oreille positif, à être notre ambassadeur. La pérennité de notre entreprise passe par la qualité de nos produits, de nos conseils et de notre différenciation. Répondre aux attentes des clients, à leurs besoins, être à leurs côtés dans les bons comme dans les mauvais moments, les accompagner dans la gestion de leur patrimoine, créer une relation qui s’inscrit dans le temps, générer de la satisfaction sont les pierres d’achoppement d’un bel édifice qu’est notre service de conseil en investissements.”



Prendre le temps de comprendre les attentes du client

NATACHA FUKS, WATERLOO

“Grâce à notre expérience en tant que spécialiste des investissements et aux solutions offertes par notre large gamme de produits et de services, nous pouvons aider nos clients à constituer et à surveiller leur portefeuille d’investissements. Je prends le temps de comprendre les attentes de mes clients et leurs projets à court, moyen et long terme afin de trouver avec eux les meilleures opportunités d’investissements. De cette façon, nous construisons une relation de confiance à long terme. Et c’est exactement ce qui me motive le plus dans mon travail.”

River Cleanup: des océans plus propres grâce à vos investissements

En soutenant l'organisation sans but lucratif River Cleanup, Deutsche Bank et ses clients contribuent à la préservation du patrimoine océanique mondial.

Tous les ans, 11 milliards de kilos de plastique sont déversés dans les océans¹. La majeure partie de cette pollution transite par les fleuves et rivières.

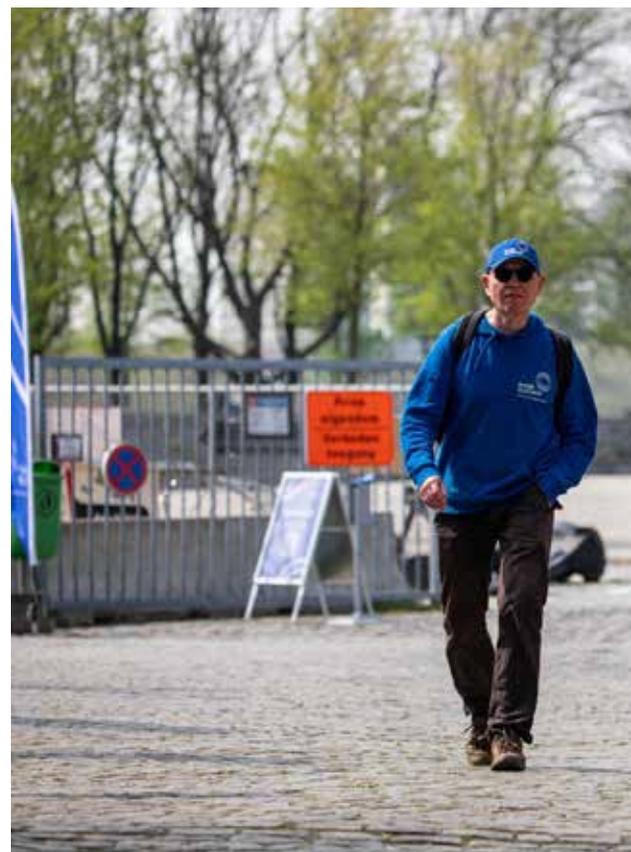
Épurer ces cours d'eau des déchets qu'ils charrient, avant qu'ils aboutissent dans les océans et mettent en danger leurs écosystèmes, voilà la mission de River Cleanup. Pour atteindre cet objectif, l'asbl mobilise un maximum de bénévoles. En février, elle a franchi un cap important, en récupérant 1 million de kilos de déchets plastiques dans les cours d'eau du monde entier.

Protéger les océans : un thème qui nous tient à cœur

Deutsche Bank Belgique² souhaite aider ses clients à générer un impact local et concret au travers de leurs investissements. Convaincus de la pertinence de ce projet, nous avons décidé

de soutenir River Cleanup via diverses initiatives. Deutsche Bank a ainsi commercialisé récemment un produit d'investissement durable, en s'engageant à faire don à River Cleanup d'une part substantielle de sa marge de distribution. Grâce à l'enthousiasme de nos clients, nous avons pu récolter 72.000 euros qui ont été donnés à River Cleanup. Une partie de ce montant a déjà été affectée au financement de deux projets :

- **Le nettoyage de l'Escaut à Anvers (Scheldebocht)** : une action de nettoyage a été organisée les 23 et 24 avril (voir photos) avec le concours de Deutsche Bank et de ses clients. De nombreux navires empruntent l'Escaut pour rejoindre le port d'Anvers. Lors des marées hautes, d'innombrables déchets s'échouent sur les rives du fleuve. Au cours de cette action, une centaine de bénévoles ont récolté 2.600 kilos de déchets.





– **L'assainissement de la rivière Ishëm en Albanie** : l'Ishëm est un des cours d'eau les plus pollués d'Europe. Selon les estimations, 700 tonnes de plastique se déversent via cette rivière dans l'Adriatique et dans la Méditerranée¹. Pour lutter contre cette pollution, des actions de nettoyage sont organisées tous les mois, et plus de 5.000 étudiants sont sensibilisés à cette problématique. Cette campagne bénéficie du soutien financier de Deutsche Bank et de ses clients.

D'autres initiatives conjointes de River Cleanup et Deutsche Bank sont prévues. Nous ne manquerons pas de vous en informer. —

Vous aussi, vous voulez avoir un véritable impact ?

Surfez sur [deutschebank.be/esg](https://www.deutschebank.be/esg)

¹ Source : river-cleanup.org

² Deutsche Bank AG, Succursale de Bruxelles

Transition énergétique : une opportunité pour la planète et l'ensemble de ses communautés

Pas un jour ne passe sans entendre parler de transition énergétique. Mais en définitive, qu'est-ce que cela représente ? Quels sont ses défis et comment les relever ? Tour d'horizon de ce processus crucial pour notre climat.

Qu'est-ce que la transition énergétique ?

La transition énergétique désigne le passage, dans le secteur mondial de l'énergie, de l'utilisation d'énergie d'origine fossile – notamment le pétrole, le gaz naturel et le charbon – à des énergies renouvelables telles que l'énergie éolienne et solaire. Mais pourquoi cette volonté de se passer des énergies fossiles que nous connaissons et utilisons depuis tant d'années ? Pour plusieurs raisons.

La première, c'est parce que ces énergies émettent du CO₂, une des grandes causes du réchauffement climatique. En effet, le CO₂ fait partie des 4 principales sources de gaz à effet de serre, avec le méthane, le protoxyde d'azote et la vapeur d'eau. En raison principalement de l'utilisation de combustibles fossiles, les niveaux de gaz à effet de serre augmentent et piègent la chaleur dans l'atmosphère terrestre. En vue de lutter contre le réchauffement climatique et ses effets néfastes, 192 pays ainsi que l'Union européenne ont adopté l'Accord de Paris. Ce traité juridiquement contraignant, entré en vigueur en 2016,

marque le début d'une transition vers un monde à zéro émission nette de gaz à effet de serre en 2050. "Zéro émission nette" signifie que les émissions de gaz à effet de serre sont réduites à un niveau aussi proche que possible de zéro. Les émissions restantes présentes dans l'atmosphère étant réabsorbées, par les océans et les forêts par exemple.

Une autre raison d'accélérer dans nos régions la transition énergétique, c'est la dépendance énergétique de l'Europe à la Russie. Actuellement, 40% des importations européennes de gaz et 33% des importations européennes de pétrole proviennent de Russie. L'Europe souhaite être rapidement indépendante. Pour y parvenir, la Commission européenne a récemment présenté son plan 'RePowerEU'. Celui-ci mentionne, entre autres, la diversification des approvisionnements énergétiques et notamment celui du gaz, étape transitoire politique dans ses efforts vers la transition énergétique.

Enfin, la production d'électricité par les énergies renouvelables est économiquement plus intéressante. Dans

de nombreux endroits, le coût des énergies renouvelables est d'ailleurs inférieur à celui des combustibles conventionnels.

Un changement de paradigme

Les émissions mondiales de gaz à effet de serre doivent baisser de 33% par rapport aux niveaux de 2010 d'ici à 2030 pour limiter le réchauffement climatique à 2°C. Pour y arriver, le système énergétique doit subir trois changements structurels :

1. Décarbonisation de la production d'énergie :

La part de l'électricité produite à partir de sources renouvelables devrait passer de 20% à près de 85% d'ici à 2050 afin de réduire les émissions de carbone.





L'amélioration des conditions économiques doit mener à ce que les énergies renouvelables soient moins chères que l'énergie conventionnelle à base de charbon et de gaz.

2. Électrification : La part de l'électricité dans la consommation finale d'énergie devrait passer de 20% à près de 45% d'ici à 2050 en raison de la croissance des véhicules électriques. Dans le monde entier, de nouvelles politiques commencent à décourager l'utilisation de combustibles fossiles dans la production d'électricité et les transports.

3. Une consommation efficiente de l'électricité : l'intensité énergétique de l'économie mondiale,



L'Europe souhaite s'affranchir au plus tôt du gaz et du pétrole russes

c'est-à-dire la quantité d'énergie nécessaire pour produire une unité de PIB, doit diminuer de près de deux tiers d'ici à 2050 pour limiter la croissance de la consommation électrique globale.

La transition énergétique est un défi nécessaire, pour des raisons tant climatiques que géopolitiques et économiques. Historiquement, nous avons déjà connu deux transitions énergétiques. Tout d'abord le passage des biocarburants au charbon, ce dernier étant ensuite remplacé par le pétrole et le gaz. Si ces deux transitions ont pu être réalisées, il n'y a aucune raison pour que la 3^e transition actuelle n'aboutisse pas. Mais il faut agir maintenant. —



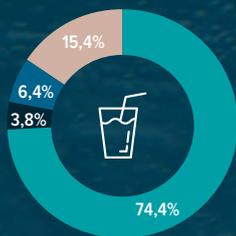
Vieille de 4,6 milliards d'années.
Plus essentielle que jamais.

De l'eau courante et une toilette dans chaque famille, dans le monde entier. Cet objectif se rapproche petit à petit. Pour l'atteindre, il faut cependant relever des défis complexes, qui nécessitent des investissements intelligents.



L'accès à l'eau et à des toilettes

Eau potable



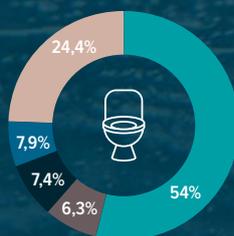
◆ **74,4%** – ca. **5,8 milliards d'êtres humains**
Eau potable à domicile

◆ **15,4%** – ca. **1,2 milliard d'êtres humains**
Point d'eau potable à moins de 30 minutes de marche (aller/retour)

◆ **6,4%** – **489 millions d'êtres humains**
Point d'eau : lac, étang, rivière, puits...

◆ **3,8%** – **282 millions d'êtres humains**
Point d'eau potable à plus de 30 minutes de marche (aller/retour)

Toilettes



◆ **54%** – ca. **4,2 milliards d'êtres humains**
Toilettes dans la maison, égouttage et épuration des eaux usées

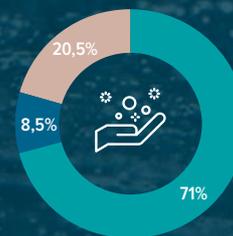
◆ **24,4%** – ca. **1,9 milliard d'êtres humains**
Toilettes dans la maison, égouttage et/ou fosse septique

◆ **7,9%** – **616 millions d'êtres humains**
Latrines ou seau de chambre

◆ **7,4%** – **580 millions d'êtres humains**
Toilettes partagées, égouttage et/ou fosse septique

◆ **6,3%** – **494 millions d'êtres humains**
Dans la nature

Se laver les mains



◆ **71%** – ca. **5,5 milliards d'êtres humains**
Dispositif à domicile pour se laver les mains à l'eau et au savon

◆ **20,5%** – ca. **1,6 milliard d'êtres humains**
Dispositif à domicile pour se laver les mains, mais pénurie fréquente d'eau et/ou de savon

◆ **8,5%** – **670 millions d'êtres humains**
Pas de dispositif à domicile pour se laver les mains



Les défis



+ Davantage d'humains sur Terre

De 7,9 milliards en 2022 à 11,2 milliards en 2100

+ Davantage de consommation

Depuis 1900, la consommation d'eau par les humains, l'agriculture et l'industrie a sextuplé

+ Moins de réserves d'eau potable

En raison notamment du changement climatique, de la pollution et du déboisement

= Davantage d'investissements nécessaires

22.600 milliards de dollars d'ici 2050



Les investissements requis

◆ Infrastructures

Barrages, aqueducs, châteaux d'eau, réservoirs, pompes, compteurs intelligents, sanitaires...

◆ Filtration, épuration et désalinisation

◆ Contrôle de qualité, détection des fuites, dispositifs d'économie de l'eau

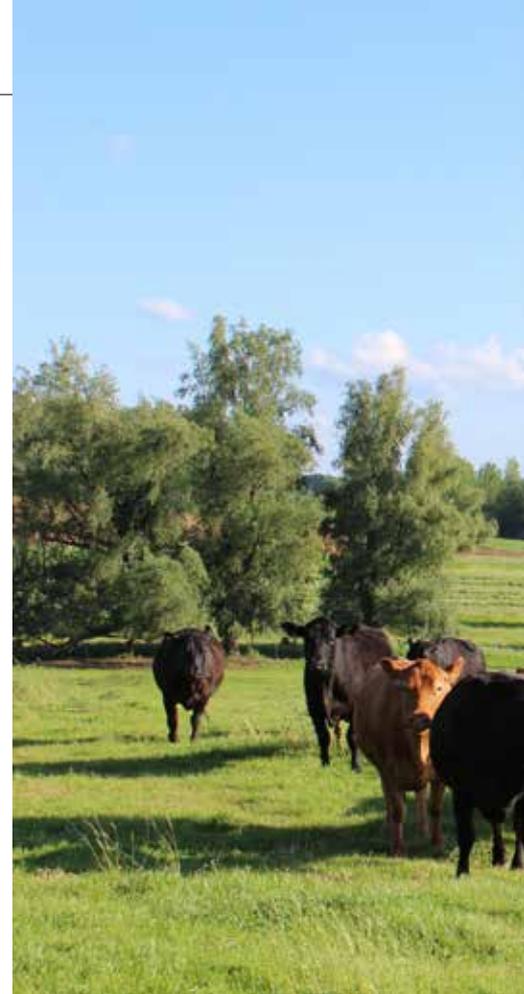
Vous aussi, participez au changement



Scannez ce code QR ou surfez sur deutschebank.be/eau

Sources : ourworldindata.org/water-use-stress, oecd.org/water/Policy-Paper-Financing-Water-Investing-in-Sustainable-Growth.pdf, un.org/en/global-issues/population, washdata.org/sites/default/files/2021-07/jmp-2021-wash-households.pdf, usgs.gov/special-topics/water-science-school/science/how-much-water-there-earth, imagine.gsfc.nasa.gov/features/cosmic/earth_info.html

Des investissements au service d'une agriculture plus durable



L'agriculture et l'élevage ont un impact direct sur la qualité de nos aliments, la biodiversité, notre environnement et le climat. De la même manière que la terre nous nourrit, il est essentiel de l'alimenter correctement et naturellement afin qu'elle ne s'épuise pas.

Pourtant aujourd'hui, les techniques agricoles et d'élevages ont un impact négatif sur notre planète, et la Belgique n'est pas épargnée par ce phénomène. La qualité des sols se dégrade et la biodiversité est menacée. Le défi ? Inverser cette tendance néfaste. Le moyen ? L'agroécologie. Entreprises, particuliers, agriculteurs : tous ont un rôle à jouer. L'ASBL 'Farming for Climate' a pour mission de construire des ponts entre ces différents acteurs afin de soutenir la transition agroécologique des agriculteurs de nos régions. Après un premier partenariat fructueux lors duquel cinq exploitations agricoles belges ont reçu un soutien financier,

Deutsche Bank va soutenir deux nouveaux projets.

L'agroécologie : des techniques du passé combinées aux nouvelles connaissances et technologies, ensemble vers un meilleur avenir

L'agroécologie est une approche qui intègre l'agriculture dans le système local et qui offre à la nature la possibilité de se régénérer. La transition est urgente : aujourd'hui l'agriculture est à la fois (partiellement) responsable et victime du changement climatique. Saviez-vous que les activités agricoles représentent 24% des émissions de gaz à effet de serre ? Vagues de chaleur, sécheresse, tempêtes de plus en plus violentes : l'agriculture belge

est également concernée.

L'agroécologie est une façon de cultiver avec la nature, et non pas contre elle. Contraction des mots 'agronomie' et 'écologie', elle associe les dimensions écologique, économique et sociale, afin de prendre en compte ces trois piliers du développement durable. De façon concrète, elle va concevoir des systèmes de production qui diminuent la pression sur l'environnement et préservent les ressources naturelles. Elle implique le recours à un ensemble de techniques qui envisagent l'exploitation agricole de manière holistique.

L'agroécologie permet entre autres d'agir sur des éléments essentiels pour un développement durable :

- **La restauration de la biodiversité** : l'agroécologie encourage, par exemple, la diversité des paysages comme la diversification des cultures, l'allongement des rotations ou encore l'implantation d'infrastructures agroécologiques. Ces dernières sont des habitats semi-naturels qui ne reçoivent ni fertilisants ni pesticides et qui



A Heks, de nombreux arbres et haies ont été plantés, afin de diversifier cet écosystème de pâturages.

apportent de nombreux bénéfices : protection des sols, de l'eau et de l'air ainsi que la création de biotopes favorables à la survie et à la reproduction de nombreuses espèces. Cette biodiversité retrouvée fournit et maintient les services des écosystèmes indispensables à l'agriculture.

– **Une alimentation plus durable :**

En reliant la recherche scientifique et la pratique agricole à l'action sociale, l'agroécologie fournit une base pour développer les systèmes alimentaires alternatifs du futur. L'agroécologie intervient dans la conception et la gestion de nos systèmes alimentaires afin d'équilibrer l'utilisation des ressources naturelles et la protection de l'environnement avec les besoins de la production, la viabilité économique, la sécurité alimentaire et le bien-être social de toutes et tous. Elle représente ainsi une alternative crédible et répond à une attente de plus en plus grande de la population pour une alimentation saine, éthique, locale et durable.

– **Une meilleure gestion de l'eau :** En remplaçant (et en limitant fortement) l'utilisation d'engrais chimiques par du compost ou des déchets verts recyclés, les pratiques d'agroécologie réduisent fortement la pollution de l'eau. De plus, les aménagements paysagers, expliqués plus haut, évitent le ruissellement rapide de l'eau. En plus de diminuer les risques d'inondations et de coulées de boue, cette diversité paysagère permet la rétention et le stockage des eaux de pluie dans les terres et améliore la pureté et l'assainissement des eaux de ruissellement.

– **La séquestration de plus de carbone :** Un sol moins travaillé, et la croissance des végétaux permettent le maintien des matières organiques au sol et donc de séquestrer en moyenne deux tonnes de carbone par hectare par an. Alors que l'agriculture intensive et industrielle émet elle en moyenne une tonne de CO₂ par hectare chaque année, la transition vers l'agroécologie crée donc un

delta d'émission de trois tonnes de carbone par hectare en moyenne chaque année.

Que fait 'Farming for Climate' ?

L'ASBL 'Farming for Climate', fondée en 2019, a pour vocation d'être le lien entre les organisations qui construisent un avenir durable et les agriculteurs qui cherchent des moyens de franchir (ou d'accélérer) le pas vers l'agroécologie. Grâce aux montants récoltés auprès des entreprises et des particuliers, l'ASBL apporte aux agriculteurs des moyens supplémentaires pour permettre un changement durable et résilient. Sur le court terme, la transition représente une prise de risque, un investissement et une potentielle perte de rentabilité au début de la transition. Cet investissement est récompensé par la suite grâce à une meilleure qualité de production et moins de frais d'intrants.

'Farming for Climate' est une association sans but lucratif. 70% de ses revenus vont directement aux investissements réalisés par les





A Ronquières (à gauche), 9.000 poules s'ébattent sur un terrain de 3 hectares.

A Heks (à droite), une partie de l'élevage bovin a été convertie au bio.

→ agriculteurs et à la compensation de leurs pertes temporaires, ainsi qu'au soutien et au conseil agronomiques aux agriculteurs en transition agroécologique. Les 30% restants vont à la collecte des données et à la promotion des projets de soutien à la transition à l'agroécologie dans le but d'informer et de convertir toujours plus d'agriculteurs en Belgique.

D'ici 2030, 'Farming for Climate' ambitionne de convertir 40.000 ha de terres agricoles belges à la culture agroécologique, avec plus de 1.000 fermes en transition.

De nouveaux projets soutenus par Deutsche Bank

En 2021, 5 projets ont été sélectionnés et sont soutenus dans leur transition par Deutsche Bank pour une durée de 5 ans. Suite à ce premier partenariat fructueux, Deutsche Bank souhaite soutenir encore davantage 'Farming for Climate' et distribue actuellement un investissement vert dont une partie de la marge de distribution sera reversée

à 'Farming for Climate'. Cet apport financier permettra de soutenir deux nouveaux projets :

– La ferme du vieux canal de Ronquières (Hainaut)

Cette exploitation agricole transmise de père en fils s'est tournée en 2007 vers la production d'œufs biologiques. Sur un domaine de 70 hectares, Marie et Luc y élèvent leurs poules, avec comme priorité le bien-être animal. Les œufs sont quant à eux vendus en circuit court. Le soutien de Deutsche Bank leur permettra d'investir dans du matériel afin de pouvoir préparer l'ensemble des aliments bio pour leurs poules sur leur site et ainsi atteindre l'autonomie au niveau de la ferme.

– La ferme de Heks (Limbourg)

Dans cette ferme, une partie du cheptel a été convertie en bio (bœuf Angus) et en filière courte en 2017. Environ 40 hectares de terres sont exploités en agriculture biologique pour l'autonomie alimentaire du bétail avec un pâturage rotatif depuis plusieurs

années. Les exploitants ont également déjà commencé la diversification paysagère, caractéristique à l'agroécologie. Ils ont ainsi planté de nombreuses haies, créé des bandes herbeuses et florales et des zones sans pâturage pour les oiseaux de plaine et planté des arbres utiles à la consommation humaine, comme des châtaigniers et des noyers. La contribution de Deutsche Bank aidera l'exploitation à la conversion des terres agricoles restantes en production biologique et agroécologique. L'objectif est d'introduire une grande variété de cultures de céréales panifiables, de légumes et de petits fruits en mettant l'accent sur la vente directe au consommateur, autant que possible par le biais d'une boutique à la ferme. —

Vous souhaitez en savoir plus sur cet investissement vert ?

Parlez-en à votre conseiller/conseillère.

L'épargne à long terme, vous y avez pensé ?

Investir, c'est une des manières de se constituer une pension plus confortable. Auparavant, n'oubliez pas d'exploiter pleinement toutes les formules de pension assorties d'un avantage fiscal.

Il n'est pas inutile de vous rappeler que l'investissement peut générer un rendement potentiellement supérieur. Mais savez-vous que certains investissements peuvent aussi vous procurer un avantage fiscal ? C'est le cas de l'épargne-pension et de l'épargne à long terme. Deux formules que vous pouvez combiner comme bon vous semble.

Vous êtes jeune et vous souhaitez compléter votre pension ?

Acheter une maison, agrandir votre famille, découvrir le monde... Durant la première moitié de votre carrière, sans doute avez-vous d'autres priorités que de penser à votre pension. Pourtant, il est recommandé d'y réfléchir dès votre premier jour de travail. Car plus vous commencez tôt, plus le capital-pension que vous constituez sera subs-

tantiel. Et plus nombreuses seront les années où vous profiterez de l'avantage fiscal.

En marge de la célèbre épargne-pension (voir encadré), il existe une seconde manière de constituer un capital financier pour la retraite : l'épargne à long terme. Une formule moins connue, mais pas moins intéressante pour autant.

Avec l'épargne à long terme, vous pouvez verser jusqu'à 2.350 euros par an (revenus 2022), ce qui peut vous procurer un avantage fiscal de 30%, soit 705 euros maximum.

Un crédit logement ou une épargne à long terme?

La prime maximale que vous pouvez verser dans le cadre d'une épargne à long terme dépend notamment de vos revenus professionnels nets imposables¹. Mais il y a un autre paramètre à prendre en compte : l'épargne à long terme ne peut être cumulée – sauf exception – avec l'avantage fiscal du bonus logement. Mais comme le bonus logement a été supprimé dans l'intervalle (un Chèque Habitat existe néanmoins en Wallonie), peut-être entrez-vous malgré tout en ligne de compte. En résumé, la faculté de bénéficier d'un avantage fiscal, ainsi que le

→



Dans le cadre de l'épargne-pension et de l'épargne à long terme, il existe des solutions évolutives en fonction de votre situation, de votre âge et de votre acceptation du risque.



Et l'épargne-pension ?

L'épargne-pension peut parfaitement être combinée avec l'épargne à long terme. Cette formule a aussi pour finalité de constituer un capital additionnel pour les vieux jours. L'État encourage ce type d'épargne en l'assortissant, tout comme pour l'épargne à long terme, d'un avantage fiscal. Jusqu'à l'année où vous atteignez l'âge de 64 ans, vous pouvez verser annuellement un montant plafonné à 990 euros (revenus 2022), en bénéficiant d'une réduction d'impôts de 30% (jusqu'à 297 euros). Alternativement, vous pouvez opter pour un montant supérieur à 990 euros (avec un maximum de 1.270 euros par an), avec à la clé une réduction d'impôts de 25% (jusqu'à 317,5 euros)⁴.

Tout comme pour l'épargne à long terme, Deutsche Bank propose une solution de Branche 44 pour l'épargne-pension. Lors de la souscription, vous êtes libre de personnaliser la clé de répartition entre la Branche 21 (capital garanti par Allianz Benelux sa) et la Branche 23 (le rendement dépend de la performance d'un ou plusieurs fonds sous-

jacents). Pendant la durée de votre contrat de Branche 44, vous pouvez modifier cette composition. Les jeunes épargnants qui ont initialement opté pour davantage de fonds de Branche 23 (plus dynamiques) peuvent transférer quelques années plus tard les réserves constituées vers la Branche 21 (plus défensive) et verrouiller ainsi leur bénéfice éventuel. Ici aussi, il est essentiel de tenir compte de votre Financial ID (profil d'investisseur).

Bon à savoir : dans le cas d'une assurance épargne-pension (Branche 44), vous êtes imposé en fin de contrat sur la plus-value réelle de votre investissement (Branche 23) ou sur le capital versé et le taux garanti (Branche 21). Un fonds d'épargne-pension classique ne vous permet pas de composer votre panier à la carte, comme c'est le cas pour un produit de Branche 44. En outre, l'imposition est calculée au taux forfaitaire de 4,75%, quel que soit le rendement réel. C'est aussi pour cette raison qu'une solution de Branche 44 pourrait être intéressante.



montant de cet avantage, dépend donc de vos revenus, de la région où vous habitez, de votre crédit logement éventuel et du moment où vous l'avez conclu.

Depuis 2015, ce sont en effet les régions qui sont responsables du bonus logement. Les règles qui s'appliquent à Bruxelles, en Wallonie et en Flandre ne sont donc plus les mêmes. Si vous avez acheté votre seul bien immobilier avant cette date, votre avantage fiscal est calculé sur le remboursement de l'emprunt, proportionnellement à vos revenus. Si votre prêt a été contracté après 2015, l'avantage fiscal lié au bonus logement peut être différent, voire nul. Si vous avez contracté récemment un crédit logement en cours, vous entrez donc bel et bien en ligne de compte pour bénéficier de l'avantage fiscal lié à l'épargne à long terme, en raison des modifications apportées à la fiscalité sur le logement.

Votre pension approche ?

Même si la date de votre retraite approche, cela reste une bonne idée de continuer à préparer votre pension via votre épargne pension (voir encadré). En effet, vous continuez à bénéficier d'une réduction fiscale, tout en vous constituant un capital-pension, jusqu'à l'année où vous atteignez l'âge de 64 ans. Le prélèvement anticipatif² a-t-il déjà été effectué ? Dans ce cas, vous pouvez continuer à effectuer des versements pendant plusieurs années, en profitant de l'avantage fiscal, mais sans taxation.

Il en va de même pour l'épargne à long terme. À l'approche de la retraite, la plupart des Belges ont fini de rembourser leur crédit

L'épargne à long terme et l'épargne-pension en un coup d'œil

Formule	Versement maximal pour l'année de revenus 2022*	Réduction d'impôt maximale durant l'exercice d'imposition 2023	Contribution propre (versement max. 2022 moins réduction impôts max. 2023)
Épargne-pension avec avantage fiscal 30%	990 euros (soit 82,50 euros par mois)	297 euros	693 euros (soit 57,75 euros par mois)
Épargne-pension avec avantage fiscal 25%	1.270 euros (soit 105,83 euros par mois)	317,50 euros	952,50 euros (soit 79,37 euros par mois)
Épargne à long terme avec avantage fiscal 30%	2.350 euros (soit 195,83 euros par mois)	705 euros	1.645 euros (soit 137,08 euros par mois)

* Les versements de primes doivent toujours tenir compte des dispositions particulières du contrat d'assurance. Attention, les augmentations de prime à partir de 55 ans peuvent avoir des conséquences fiscales. ** Le montant maximum dépend du revenu professionnel net imposable.

logement. Comme l'avantage fiscal de l'épargne à long terme ne pouvait généralement être combiné à celui des anciens crédits logement, il peut être judicieux d'exploiter le panier fiscal libéré par cette fin de remboursement en y mettant une épargne à long terme. Ainsi, vous continuez à bénéficier d'un avantage fiscal et à constituer un capital-pension, même quand votre crédit logement est remboursé.

Dans le cadre de l'épargne à long terme, vous pouvez verser annuellement jusqu'à 2.350 euros (revenus 2022). Cette épargne peut vous valoir un avantage fiscal de 30% maximum. Bon à savoir : vous ne pouvez plus contracter une épargne à long terme après 64 ans, mais vous pouvez continuer à verser après 65 ans dans le cadre d'un contrat existant (ce qui n'est pas possible avec l'épargne-pension).

Adaptée à toutes les situations

Que vous soyez âgé(e) de 25 ou de 55 ans, Deutsche Bank peut vous proposer, dans le cadre de l'épargne-pension ou de l'épargne à long terme, une solution personnalisée en fonction de votre situation, de votre âge et de votre acceptation du risque.

Les produits de Branche 44 sont les plus flexibles. Ils combinent les avantages de la Branche 21 (capital garanti par Allianz Benelux

SA) et de la Branche 23 (le rendement dépend de la performance d'un ou plusieurs fonds sous-jacents³). Lors de la souscription, vous choisissez la composition qui correspond le mieux à vos souhaits, votre horizon de placement et votre niveau d'acceptation des risques. Pendant la durée de votre contrat de Branche 44, vous pouvez modifier la composition de votre épargne à long terme, afin de l'adapter à l'évolution de vos attentes.

Vous êtes au début de votre carrière ? Si votre profil d'investisseur le permet, vous pouvez surpondérer la Branche 23, qui est plus dynamique. Vous approchez de l'âge de la retraite ? Libre à vous de réduire les risques et de déplacer le curseur vers la Branche 21, plus défensive.

Avant de souscrire à un produit, vous devez également prendre connaissance des documents d'information pré-contractuelle : la brochure, les conditions générales, la fiche d'information financière du produit et, le cas échéant, le règlement de gestion des fonds de la Branche 23. —

Vous aussi, vous souhaitez améliorer votre future pension ?

Surfez sur deutschebank.be/pension

¹ Le plafond est de 176,4 euros + 6% du revenu professionnel net imposable, avec un plafond absolu de 2.350 euros (revenus 2022). La prime est aussi limitée en fonction de la fiscalité logement. ² Si vous avez entamé votre épargne-pension avant l'âge de 55 ans, vous payez en principe 8% d'impôts sur la somme épargnée lors de l'année de votre 60e anniversaire. Cette ponction est appelée 'prélèvement anticipatif' ou 'prélèvement libératoire', ce qui signifie que plus aucun impôt ne devra être payé par la suite. Vous pouvez par contre toujours bénéficier d'une réduction d'impôt. ³ Un 'fonds' est l'appellation commune pour désigner un organisme de placement collectif (OPC), qui peut exister sous le statut d'OPCVM (UCITS) ou d'OPCA (non-UCITS). Un OPC peut se composer de compartiments. Les fonds sont exposés à des risques. Leur valeur peut évoluer à la hausse comme à la baisse et il est possible que les investisseurs ne récupèrent pas le montant de leur investissement. ⁴ Si vous optez pour le premier plafond légal, vous pouvez bénéficier d'une réduction d'impôt allant jusqu'à 297 euros. Vous pouvez aussi obtenir une réduction d'impôt jusqu'à 318 euros. Autrement dit, si vous constituez une épargne-pension complémentaire de 280 euros, vous optimisez votre avantage fiscal de 20,5 euros. Réfléchissez-y toutefois à deux fois avant d'opter pour le système d'épargne-pension supérieur au premier plafond : si vous versez plus de 990 euros par an, mais moins de 1.188 euros, le montant de votre réduction d'impôt potentielle sera inférieur à celui du système d'épargne-pension dans l'option 1. Ce n'est qu'en versant plus de 1.188 euros que votre réduction d'impôt pourrait être supérieure à celle de l'option 1.



Banques centrales : le retour aux sources ?

Ces dernières années, les banques centrales se sont avancées en terrain inconnu, en accumulant des bilans gigantesques et en endossant une pléthore de tâches et missions. Est-il temps pour elles de revenir aux fondamentaux ?

Les banques centrales sont les gardiennes de l'argent. Du vôtre, notamment. De votre salaire ou de votre pension. De votre épargne et de vos investissements. Des intérêts que vous payez sur vos emprunts. Et même de votre ticket de caisse au supermarché. Plus que jamais, leurs décisions influencent le cours de l'économie, et donc de vos finances.

Au fil des siècles, les banques centrales ont assumé diverses tâches. Les plus marquantes sont par exemple

le financement de la guerre contre le Roi de France (Banque d'Angleterre, 17^e siècle) ou la construction de villages de vacances à Cancún (Banco de Mexico, années 1970). En règle générale, les missions fondamentales des banques centrales sont cependant moins extravagantes. Leur tâche première consiste à assurer la stabilité des prix et à maîtriser l'inflation. Elles assurent aussi la bonne circulation de l'argent et, quand la situation le requiert, elles agissent en qualité de prêteur en dernier ressort.

Les trousseaux à outils utilisés à ces fins sont très différentes de celles du 17^e siècle, lors de la naissance des premières banques centrales. Elles sont même très différentes des instruments utilisés il y a 20 ans à peine. Outre leur politique traditionnelle – relever ou abaisser leurs taux directeurs – elles utilisent en effet depuis quelques années des techniques non conventionnelles. Pourquoi une telle évolution s'est-elle produite ? Et surtout, où mène-t-elle ?

À chacun son métier

Au lendemain d'une période de très forte inflation dans les années 1970 et 1980 – supérieure à 10% des deux côtés de l'Atlantique – les banques centrales ont concentré tous leurs efforts sur la maîtrise de l'inflation. À l'issue de ces années tumultueuses, la plupart d'entre elles ont reçu un mandat plus strict et des objectifs d'inflation plus rigoureux. Parallèlement, elles ont été rendues plus indépendantes de la sphère politique, souvent

trop interventionniste. Pour faire simple, la politique budgétaire est du ressort du parlement, et la politique monétaire l'apanage de la banque centrale. Pendant longtemps, l'on a cru que ce dispositif permettrait d'éloigner à jamais le spectre de l'inflation galopante. En Europe, aux États-Unis et au Japon, l'inflation n'a en effet plus jamais dépassé 4% depuis les surchauffes des années 70 et 80, au point même de susciter des craintes d'inflation trop faible ou de déflation.

Un filet de sécurité pour les États et les entreprises

En 2008-2009, alors que les objectifs d'inflation étaient plus ou moins respectés, la crise financière a été un moment charnière pour les banques centrales. L'économie mondiale et le système financier ont tremblé sur leurs bases, justifiant un recours à l'artillerie lourde : abaisser drastiquement les taux directeurs. Cette réponse n'a cependant pas eu assez d'impact. Les banques centrales se sont donc dotées de nouveaux outils : le rachat massif d'obligations d'États et d'entreprises, l'introduction de taux négatifs (surtout en Europe) et même l'achat de trackers d'actions (au Japon). Une manière pour elles de tendre un large filet de sécurité sous les États et les entreprises.

Aspirateurs à obligations à plein régime

Les banques centrales sont ainsi devenues de grosses machines à tout faire, comme l'a encore révélé la pandémie. Au printemps 2020, quand de nombreux pays ont fermé leurs frontières, une puissante onde de choc a ébranlé l'économie et les

marchés financiers. La réaction a été sans précédent : les actifs totaux (dont les obligations) des banques centrales américaine, européenne, britannique et japonaise ont augmenté de plus de 10.000 milliards de dollars pendant la pandémie. Aujourd'hui, la Bank of Japan possède encore plus de 40% des obligations souveraines nipponnes¹, la Banque centrale européenne plus de 40% des Bunds allemands² et la Fed plus de 40% des bons du Trésor américains³. Alors que le Covid faisait rage, la Bank of England a même accordé des prêts en direct à des entreprises. Du jamais vu.

La fin de l'hibernation pour l'inflation

Tandis que les banques centrales ouvraient largement leurs robinets – presque inépuisables – l'inflation était le dernier de leurs soucis. Mais le reboot de l'économie mondiale de 2021 (avec toutes les perturbations qu'il a provoquées dans la chaîne d'approvisionnement), les reconfinements en Chine et la guerre en Ukraine ont sorti l'hydre de l'inflation d'une hibernation vieille de 40 ans. Un réveil particulièrement brutal. Alors que les États continuaient à appuyer sur l'accélérateur avec des stimuli budgétaires, les banques centrales auraient dû appuyer sur les freins, estimait récemment Rachana Shanbhogue (une ex-collaboratrice de la Banque d'Angleterre) dans *The Economist*².

Fini de se disperser ?

Au début, les banques centrales ont considéré que la résurgence de l'inflation était temporaire, et n'ont donc pas immédiatement changé de



Depuis quelques années, les banques centrales cherchent aussi à relever d'autres défis, comme le changement climatique et l'inégalité des genres.

cap. Du fait de cette erreur d'interprétation initiale, elles doivent désormais consentir beaucoup d'efforts pour dompter l'inflation, et ce sans (trop) freiner la croissance économique. Voilà la mission cruciale qui leur est dévolue aujourd'hui. Avec des bilans pléthoriques et une inflation qui reste élevée, elles subissent une forte pression en ce sens de la part du monde politique et du grand public. Leurs moindres paroles sont passées au crible.

Depuis quelques années, les banques centrales se sont aussi davantage impliquées dans la résolution de problématiques structurelles, telles que le changement climatique, l'inégalité de revenus selon l'origine ethnique, l'inégalité des genres, la cherté de l'immobilier, etc. Tous les maux du monde ne peuvent toutefois pas être résolus par la politique monétaire. L'actuelle flambée de l'inflation est le bon moment, pour les banques centrales, de se rappeler pourquoi elles ont jadis été rendues indépendantes, et quelles sont leurs missions clés. Pour l'heure, la lutte contre l'inflation devrait suffire à mobiliser toutes leurs forces vives. —

¹ Source : www.mof.go.jp/english/policy/jgbs/publication/newsletter/jgb2022_05e.pdf ² Source : www.mof.go.jp/english/policy/jgbs/publication/newsletter/jgb2022_05e.pdf ³ Source : www.fiscal.treasury.gov/reports-statements/treasury-bulletin/current.html

Tirer un revenu régulier de vos investissements ?



Avec une inflation supérieure à 8% et un taux d'intérêt inférieur à 1% dans la zone euro, votre pouvoir d'achat se réduit de mois en mois. Pour tenter de le préserver, vous devez prendre des risques, certainement si vous espérez tirer un revenu régulier potentiel de vos investissements. Aujourd'hui, c'est possible, grâce à des solutions qui s'efforcent de maîtriser le risque de baisse.

Malgré certains signes avant-coureurs d'une sortie d'hibernation des taux directs de la Banque centrale européenne, ces taux devraient rester à un niveau historiquement bas pendant encore un certain temps. Si la forte inflation semble faire grimper la tension artérielle des décideurs de Francfort, personne n'oserait parier un centime d'euro sur un retour aux taux généreux de jadis. Depuis le 16 mars 2016, le taux principal de la BCE est fixé à 0%. Cette politique contribue certes à la stabilité de l'économie mais, pour les investisseurs défensifs habitués à tirer des revenus réguliers



COEUR

DB STRATEGIC INCOME ALLOCATION EUR (SIA) BALANCED PLUS
Compartiment de la sicav DWS Strategic, géré par DWS Investment GmbH

de bons de caisse et d'obligations de qualité, cette période n'est pas à marquer d'une pierre blanche.

En tenaille ?

La répression financière contraint les investisseurs à prendre davantage de risques. Et donc à accroître leur exposition aux actions et/ou à opter pour des placements plus risqués en obligations. Ces options peuvent se révéler inconfortables, car les marchés évoluent très rapidement. Cela signifie-t-il pour autant que vous devez vous aventurer sans filet ? Pas tout à fait. Il existe en effet des solutions d'allocation stratégique des actifs qui misent sur des obligations à haut rendement, tout en intégrant des filets qui amortissent les chutes trop brutales.

DB Strategic Income Allocation EUR (SIA) Balanced Plus

DB Strategic Income Allocation EUR

(SIA) Balanced Plus est un compartiment du fonds¹ DWS Strategic qui recourt à une telle approche. Il s'agit d'un actif de cœur de portefeuille essentiellement composé d'ETF² et d'autres organismes de placement collectif (OPC). Il investit dans différents types d'actifs dont la finalité est de générer des revenus, associée à une couverture systématique visant à gérer le risque de baisse. DB Strategic Income Allocation EUR (SIA) Balanced Plus s'adresse aux investisseurs qui souhaitent avoir une exposition à des classes d'actifs à rendement plus élevé (et visent donc un revenu solide de leurs investissements) tout en s'efforçant de limiter le risque de baisse à un seuil défini. Le compartiment peut investir jusqu'à 80% dans des placements liés aux actions, et vise un dividende annuel de 4% brut³. Le premier dividende semestriel a été attribué le 4 mars 2022. Il se montait à 2,04 € brut⁴ par part.

Que contient ce fonds ?

1 Géré par des spécialistes, avec un accent sur les coûts et la transparence

DWS Investment GmbH assure la gestion du compartiment. Ce gestionnaire fonde ses décisions d'investissement sur les conseils du département Wealth Management de Deutsche Bank AG. Il ne sélectionne pas lui-même des milliers d'actions et d'obligations individuelles – ce qui pourrait être coûteux – mais investit principalement dans des trackers (ETF) et d'autres organismes de placement collectif (OPC). Cela permet de diversifier le portefeuille tout en limitant les coûts.

2 Trois sources de revenus

Le compartiment se concentre sur des actifs susceptibles de générer des revenus réguliers potentiels. Ces actifs sont de trois types :



¹ Un 'fonds' est l'appellation commune pour désigner un organisme de placement collectif (OPC), qui peut exister sous le statut d'OPCVM (UCITS) ou d'OPCA (non-UCITS). Un OPC peut se composer de compartiments. Les fonds sont exposés à des risques. Leur valeur peut évoluer à la hausse comme à la baisse et il est possible que les investisseurs ne récupèrent pas le montant de leur investissement. ² Les ETF (Exchange Traded Fund), également appelés trackers, sont des fonds cotés en bourse, ce qui vous permet de les acheter ou de les vendre tout au long de la séance boursière, comme les titres cotés en bourse. Les trackers s'efforcent de reproduire le plus fidèlement possible l'évolution d'un indice boursier préalablement déterminé. ³ Les objectifs en matière de distribution ne sont pas garantis et sont purement indicatifs. Les montants envisagés pour les distributions dépendent de divers facteurs, tels que l'évolution du marché et la composition du portefeuille, et peuvent être modifiés sans préavis. Les montants effectivement versés peuvent varier au fil du temps, voire être nuls. Pour de plus amples renseignements, consultez le prospectus. Les rendements du passé ne constituent pas une garantie ni un indicateur fiable pour le futur. ⁴ Le traitement fiscal suit la législation en vigueur à la date de publication du présent article et dépend de la situation fiscale personnelle de l'investisseur. L'investisseur particulier, personne physique et résident belge, est soumis à un précompte mobilier de 30% sur le dividende attribué.



DB Strategic Income Allocation EUR (SIA) Balanced Plus s'intéresse aux actifs susceptibles de générer un revenu régulier potentiel, et intègre un mécanisme qui tente de limiter le risque baissier.

→

– Des investissements en actions

L'attractivité des dividendes (entre autres) sur les principaux marchés d'actions, régions et secteurs est continuellement passée au crible, en s'intéressant également aux infrastructures et biens immobiliers cotés. Le rendement de dividende des actions constitue une source importante de revenus. Le graphique ci-dessous représente l'évolution régionale du rendement des dividendes au cours des 10 dernières années. La croissance potentielle du capital au fil des années est également un élément à ne pas négliger.

– Des investissements en obligations

L'utilisation de trackers et d'autres organismes de placement collectif (OPC) sur les principaux indices de

titres à revenu fixe permet de répartir les risques entre différents émetteurs (États et entreprises) et différentes échéances. Le gestionnaire s'intéresse à l'univers complet des obligations (régions, notations et devises) avec un accent particulier sur les obligations d'entreprises, les obligations des pays émergents et les obligations à haut rendement⁵.

– L'émission d'options

L'émission d'options call couvertes sur des indices d'actions vise à générer potentiellement une source de revenus supplémentaire. Le principe est de combiner une position longue sur un indice boursier et la vente d'options call 'en dehors de la monnaie'⁶ sur ce même indice. Des études à long terme⁷ montrent que l'émission

de telles options peut contribuer à générer un revenu supplémentaire tout en restant constamment investi en actions.

3 Stratégie de couverture systématique

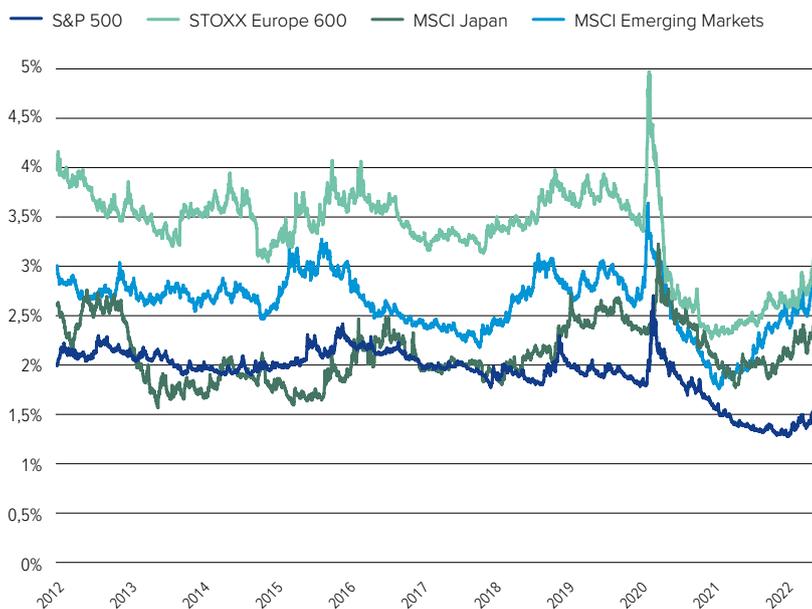
DB Strategic Income Allocation EUR (SIA) Balanced Plus intègre un mécanisme qui tente de limiter les risques de baisse. Plus concrètement, le compartiment s'efforce d'éviter les pertes de plus de 20% sur base annuelle⁸. Du fait de cette stratégie de couverture, le compartiment peut potentiellement contenir des actifs plus risqués, sans modifier le niveau de risque.

Une solution pour le cœur de portefeuille

Ce compartiment peut potentiellement faire partie du cœur de votre portefeuille, à partir d'un investissement minimum de 50.000 euros auprès de Deutsche Bank Belgique⁹. Vous disposez ainsi d'une base de portefeuille solide et diversifiée, que vous pouvez compléter par des investissements thématiques ou autres si vous le souhaitez. —

⁵ Les obligations à haut rendement sont des obligations dont la notation de solvabilité est inférieure à celle des obligations de qualité 'investment grade' et des obligations émises par les autorités nationales et régionales. ⁶ Une option call est un contrat qui donne à l'acheteur la possibilité – mais non l'obligation – d'acheter un actif à un prix déterminé dans le futur. Le vendeur émet l'option. ⁷ Études à long terme : Covered Calls Uncovered Roni Israelov and Lars N. Nielsen CFA Institute Volume 75, 2015; Behavioral Aspects of Covered call writing: An Empirical Investigation Arvid. O. Hoffman & E. Tobias S. Fischer Journal of behavioral Finance Volume 13, 2012; Writing Covered Call Options, James Yates and Robert W. Kopprasch, The Junior Portfolio Management Fall, 1980. ⁸ Si la limite de perte cible est atteinte, la banque ne vendra pas automatiquement les positions du portefeuille, mais d'autres mesures seront prises en fonction des prévisions actuelles de la banque concernant le marché. Ce dispositif ne constitue pas une garantie de capital ni de limitation des pertes, pas davantage qu'une déclaration indiquant que le gestionnaire est en mesure de respecter la limite de perte cible. La limite cible de perte n'exclut pas la possibilité de pertes plus élevées (pas de protection du capital). Ce dispositif peut induire une diminution du rendement. ⁹ Deutsche Bank AG Succursale de Bruxelles

Évolution régionale du rendement des dividendes (2012-2022)



Source: Deutsche Bank AG, Bloomberg Financial L.P.; données au 9 mai 2022

DB STRATEGIC INCOME ALLOCATION EUR (SIA) BALANCED PLUS

Le fonds est géré de façon active. Le fonds n'est pas géré par rapport à un indice de référence. L'objectif de placement du fonds est d'obtenir une plus-value du capital à moyen et long termes, mais également de limiter les pertes du fonds en capital supérieures à 20 % sur une base annualisée. Pour atteindre l'objectif de placement, le fonds recherchera l'exposition à trois portefeuilles d'actifs de base diversifiés : un portefeuille à revenu fixe, un portefeuille de participations en capital et un portefeuille alternatif. Les placements du fonds seront affectés aux portefeuilles dans les proportions déterminées à la discrétion du gestionnaire de placements, DWS Investment GmbH, sur la base des avis du conseiller en placements, la division Gestion de patrimoine de Deutsche Bank AG. Pour conseiller le gestionnaire de placements, le conseiller en placements adopte une approche stratégique de la répartition en portefeuilles, en prenant en compte le rendement, la volatilité¹ et la corrélation² attendus pour chaque portefeuille. L'objectif du conseiller en placements est de suggérer une répartition qui offre une opportunité de plus-value du capital à moyen et long termes. La plage de répartitions attendue pour un portefeuille "équilibré" est la suivante : a) Portefeuille à revenu fixe : jusqu'à 70 % ; b) Portefeuille de participations en capital : 30-80 % ; et c) Portefeuille alternatif : 0-15%. Le fonds aura également pour objectif de pondérer chacun des portefeuilles en fonction de l'exposition aux actifs Eurozone, de telle sorte qu'il soit centré sur les valeurs européennes. En plus de l'allocation aux portefeuilles, le gérant du compartiment cherchera à mettre en œuvre une stratégie sur la base des recommandations du conseiller en placements visant à préserver le capital en limitant la baisse de la valeur des actifs du fonds à 20 % maximum sur une base annualisée (la Stratégie de réduction des risques). La Stratégie de réduction des risques vise à limiter la perte potentielle du fonds au cours d'une période de 12 mois sur une base continue. La Stratégie de réduction des risques implique d'effectuer des placements dans des instruments financiers dérivés. L'exposition aux portefeuilles sera principalement obtenue par le biais de placements dans un ou plusieurs fonds négociés en bourse (ETF) ou autres fonds de placement collectifs, ou encore, dans le cas d'expositions à une seule matière première, par le biais de titres de créance liés à la performance de cette matière première, comme par exemple des notes ou certificats cotés en bourse. Plutôt que d'investir dans un fonds coté en bourse, le gestionnaire de placements peut s'exposer à un indice financier en utilisant des instruments financiers dérivés. Le fonds peut vendre des options d'achat sur le portefeuille sous-jacent ou des positions de portefeuille correspondantes pour recevoir une prime et accroître le revenu. La devise du compartiment est EUR. Le fonds distribue semestriellement. Généralement, vous pouvez demander le rachat des actions quotidiennement. La société peut toutefois suspendre ou restreindre le rachat des actions lorsque des circonstances exceptionnelles laissent penser que cela est nécessaire dans l'intérêt des investisseurs.

La politique d'investissement mentionnée ci-dessus est issue du KIID. Ni le rendement ni le capital ne sont garantis ou protégés.

Données de base

Classe d'actions	LBD
Parts	Distribution
Code ISIN	LU2330518965
Devise	EUR
Pays d'origine	Luxembourg
Maturité	Pas de limite
Souscription	minimum 50.000 EUR chez Deutsche Bank
Frais d'entrée	Max. 4% (Max. 1,5 % chez Deutsche Bank)
Frais de sortie	0 %
Frais courants ³	(y compris commission de gestion) 1,8 %
Swing Pricing ⁴	Applicable (voir prospectus) La VNI est consultable sur www.fundinfo.com

PROFIL DE RISQUE ET DE RENDEMENT

← Risque plus faible			Risque plus élevé →			
1	2	3	4	5	6	7
← Rendement potentiel plus faible			Rendement potentiel plus élevé →			

L'indicateur synthétique de risque et de rendement donne une indication du risque lié à l'investissement dans un organisme de placement collectif. Il situe ce risque sur une échelle de 1 (risque le plus faible, rendement potentiellement le plus faible) à 7 (risque le plus élevé, rendement potentiellement le plus élevé). La catégorie de risque la plus basse n'est pas synonyme d'investissement sans risque. Il est basé sur des données historiques et pourrait ne pas constituer une indication fiable du profil de risque futur du fonds. La catégorie de risque indiquée n'est pas garantie et peut changer avec le temps.

Régime fiscal en Belgique

Classe d'actions	LBD
Nature juridique	Compartiment de la SICAV de droit luxembourgeois DWS Strategic
TOB à l'achat	–
TOB à la sortie	–
Précompte mobilier sur dividendes	30 %
Précompte mobilier en cas de rachat ⁵	30 %

Risques liés au fonds

Les produits d'investissement peuvent évoluer à la hausse comme à la baisse et les investisseurs peuvent ne pas récupérer le montant de leur investissement. Vous retrouverez ci-dessous une description générale des risques associés à ce type de fonds tel que définis par Deutsche Bank AG Succursale de Bruxelles. Vous retrouverez une description détaillée des risques dans le prospectus disponible sur le site Web www.deutschebank.be. Risque de crédit : défaillance ou dégradation de la notation de solvabilité d'un émetteur présent en portefeuille. **Risque de liquidité** : difficulté de valorisation ou de cession de titres au moment désiré. **Risque de contrepartie** : incapacité ou refus d'une contrepartie à honorer ses obligations. **Risques liés à l'utilisation de produits dérivés** : ces instruments peuvent, de par leur effet de levier, augmenter la sensibilité du portefeuille aux mouvements du marché. **Risque de change** : fluctuations des taux de change ou de la réglementation de contrôle des changes. **Risque actions** : les actions sont, en général, plus volatiles que les obligations. Les cours des actions fluctuent en fonction de plusieurs facteurs, dont notamment des informations d'ordre général, économique, sectoriel ou relatives à la société. **Risque lié aux pays en développement** : il existe davantage de risques politiques, juridiques, opérationnels ou liés à la partie adverse sur les marchés émergents. **Risque de durabilité** : un événement ou une circonstance environnementale, sociale ou de gouvernance qui peut avoir un effet négatif important, réel ou potentiel, sur la valeur de l'investissement.

Informations générales

Avant de souscrire, vous avez l'obligation de prendre connaissance du document 'Informations clés pour l'investisseur' et du prospectus. Nous vous recommandons également de consulter les derniers rapports périodiques de la SICAV. Ces documents peuvent être consultés sur deutschebank.be ou obtenus gratuitement dans les Financial Centers Deutsche Bank AG Succursale de Bruxelles, en tant que distributeur, et auprès du service financier du fonds. En cas de plaintes éventuelles, le client peut s'adresser au service Client Solutions de la banque (adresse : Deutsche Bank Client Solutions, Avenue Marnix 13-15, 1000 Bruxelles ; Tél. : +32 2 551 99 34. E-mail : service.clients@db.com). Si le client n'est pas satisfait de la manière dont sa réclamation a été traitée, il peut prendre contact avec l'Ombudsman (adresse : OMBUDSFIN, Ombudsman en conflits financiers, Ombudsfm asbl, North Gate II, Boulevard du Roi Albert II 8, boîte 2, 1000 Bruxelles ; E-mail : ombudsman@ombudsfm.be ; Site web : ombudsfm.be).

¹ La volatilité est une mesure du mouvement d'un cours. Il s'agit de l'écart d'un cours par rapport à sa moyenne. Les investisseurs considèrent la volatilité comme une mesure du risque encouru.
² La corrélation est une mesure statistique qui indique comment deux effets (ou d'autres variables) évoluent l'un par rapport à l'autre. ³ Les frais courants n'incluent pas la rémunération liée à la performance et les frais de transaction. Les frais de transaction mentionnés sont les derniers disponibles dans le document "Informations clés pour l'investisseur" du produit concerné à la date de cette publication. Deutsche Bank AG Succursale de Bruxelles reçoit un pourcentage de ses frais de gestion de la part du directeur de l'OPC sous la forme de rétrocessions. En général, ce pourcentage varie entre 50% et 60%. Davantage d'informations sont disponibles sur simple demande auprès de Deutsche Bank AG Succursale de Bruxelles. ⁴ Le swing pricing est une méthode moderne de calcul, utilisée par les sociétés de gestion, afin de déterminer la valeur nette d'inventaire de leurs OPC. Le swing pricing permet aux fonds de placement de régler les frais de transaction journaliers découlant de la souscription et des rachats par les investisseurs entrants et sortants. Vous trouverez davantage d'informations sur le swing pricing dans le prospectus.
⁵ Le traitement fiscal suit la législation en vigueur à la date de cette brochure et dépend de la situation fiscale personnelle de l'investisseur. En cas de rachat des actions de capitalisation et de distribution, l'investisseur individuel, personne physique habitant en Belgique, peut être soumis à un précompte mobilier de 30% sur les revenus (sous la forme d'intérêts, de plus-values ou de moins-values) qui, directement ou indirectement, proviennent des créances, si le fonds investit pour plus de 10% de ses actifs dans des créances (25% si les actions ont été achetées par l'investisseur avant le 1er janvier 2018), conformément aux dispositions de l'article 19 bis du CIR92. Le présent document ne constitue ni un conseil fiscal ni un conseil juridique.

Vous envisagez la planification de votre succession et vous avez plusieurs enfants ? Dans ce cas, sans doute vous posez-vous la question de l'égalité de traitement entre tous vos enfants.

L'égalité entre enfants dans la planification successorale

La question se pose souvent lors de la planification successorale impliquant plusieurs enfants : l'égalité entre les enfants doit-elle se concevoir de manière rigoureusement mathématique, ou faut-il plutôt rechercher un équilibre équitable, par exemple si la situation financière de l'un des enfants est moins favorable ?

Que se passe-t-il si vous ne faites rien ?

Si vous ne prenez aucune disposition, ce sont les règles et mécanismes classiques du droit successoral qui s'appliquent lors du décès. Vos enfants seront traités sur un strict pied d'égalité : chacun d'entre eux reçoit une part égale de la succession des parents.

Vous avez pris des dispositions (par exemple via une donation ou un testament) ? Dans ce cas, il est important de savoir que votre marge de

manœuvre n'est pas illimitée. Ainsi, vous n'êtes pas autorisé(e) à donner ou à léguer la totalité de votre patrimoine à un seul enfant si vous en avez plusieurs. En fin de compte, au moins la moitié du patrimoine des parents doit revenir à parts égales à leurs enfants. C'est ce que l'on appelle 'la réserve'. Si vous avez deux enfants, cette réserve se monte donc à un quart de votre succession. Quid de l'autre moitié ? Les parents peuvent en disposer librement, par exemple par donation ou testament. Et que se passe-t-il si vous ne respectez pas ces règles ? L'enfant lésé peut exiger que la situation soit rétablie.

Avantager un enfant ou les traiter équitablement via une donation

La manière dont vous effectuez une donation détermine le respect ou non du principe d'égalité entre les enfants. Il convient ici de faire une





distinction entre deux types de donation. Avec la première, vous visez une stricte égalité entre vos enfants. Avec la seconde, vous avantagez volontairement un ou plusieurs de vos enfants.

1. La donation rapportable

À défaut de volonté contraire exprimée par le donateur, le droit successoral considère toute donation faite à un enfant comme étant une avance sur sa part future dans la succession. L'égalité de traitement est alors garantie car, lors du décès des parents, il sera tenu compte de ce que les enfants ont préalablement reçu par donation. À ce moment, l'enfant qui hérite doit 'rapporter' sa donation à la masse des biens de la succession des parents décédés, avant d'en réaliser un partage égal entre tous les enfants héritiers. Ce qu'il a reçu par donation du vivant de son/ses parents est en



La donation rapportable offre plus de flexibilité aux parents-donateurs désireux de traiter tous leurs enfants de manière strictement équitable.

quelque sorte repartagé avec ses frères et sœurs au moment de leur décès. L'égalité est donc préservée.

Attention toutefois, car toutes les donations ne sont pas rapportables. Certains avantages octroyés par les parents à leurs enfants, ou à certains d'entre eux, ne sont pas des donations et ne sont donc pas rapportables. Il s'agit notamment d'avantages découlant du financement d'études à l'étranger, de fêtes de mariage, ou encore du fait d'être logé gratuitement dans un bien appartenant aux parents.

Que doit rapporter l'enfant donataire ?

Le rapport s'effectue en principe en valeur, c'est-à-dire sous la forme d'une somme d'argent équivalente à la valeur du bien donné (et non en rapportant ce bien en nature). Autre règle de base, le rapport du bien donné se fait →



→

à sa valeur au jour de la donation. Cette valeur doit être indexée sur base de l'indice des prix à la consommation, et ce entre la date de la donation et celle du décès du donateur.

Cette règle connaît une exception importante. Dans l'hypothèse où le donataire se voit empêché, dès le jour de la donation, du droit de disposer de la pleine propriété du bien (le vendre par exemple), c'est sa valeur au jour où le donataire acquiert ce droit qu'il convient de prendre en compte. C'est généralement le cas lorsque le bien est donné avec réserve d'usufruit. Le donataire n'est que nu-propriétaire du bien et ne peut à ce titre en disposer seul. La valeur à prendre en compte pour le rapport est généralement celle du bien au jour du décès du donateur usufruitier.

Il est possible de déroger à cette exception en rétablissant la règle de base, à savoir le rapport du bien donné à sa valeur au jour de la donation. Attention toutefois, cette dérogation nécessite de conclure un pacte successoral et requiert donc l'accord des autres enfants et des parents donateurs.

Une grande flexibilité

La donation rapportable offre donc une grande flexibilité aux parents donateurs sou-

haitant préserver l'égalité entre leurs enfants. Il leur est possible de donner soit uniquement à un de leurs enfants, soit à tous. Dans ce dernier cas, ils peuvent par exemple décider de faire une donation d'un bien immobilier à l'un et de liquidités ou des titres à un autre, les donations ne devant pas nécessairement être d'une valeur identique, ni être effectuées au même moment.

2. La donation non rapportable

S'il le souhaite, un parent peut aussi avantager un ou plusieurs de ses enfants. Pour ce faire, il doit réaliser une donation non rapportable (on parle également de donation faite 'par préciput et hors part'). Cette donation n'est alors pas considérée comme une avance sur la part successorale du donataire dans la succession future du parent donateur, mais comme lui revenant en plus de cette part successorale. Elle ne doit faire l'objet d'aucun rapport au moment du décès. Aucun problème pour ce type de donation, à la condition qu'elle ne porte pas atteinte à la réserve héréditaire des autres enfants. Si vous souhaitez que cette donation se fasse hors part, vous devez le mentionner expressément dans l'acte de donation ou dans le pacte adjoint au don bancaire.



Si vous souhaitez que la donation se fasse hors héritage, vous devez le mentionner expressément dans l'acte de donation ou dans le pacte adjoint

Le saut de génération sans rompre l'égalité entre les enfants

Imaginons que vous souhaitiez faire une donation à vos deux enfants. Votre fils Marc n'a pas d'enfant et éprouve des difficultés financières suite à un revers de fortune. Votre fille Sophie a un fils et est financièrement à l'aise grâce à sa brillante carrière. Comme votre fille n'a pas besoin de coup de pouce financier pour l'instant, vous vous demandez s'il n'est pas possible d'effectuer la donation de sa part directement à son fils (votre petit-fils). Dans une telle hypothèse, vos deux enfants (ou du moins les deux branches de la famille qu'ils représentent) sont-ils toujours traités de manière égale ?

Une simple donation à votre petit-fils ne le permet pas. Cette donation n'est en effet pas rapportable à votre succession, car votre petit-fils n'est pas votre héritier légal et ne doit par conséquent pas rapporter cette donation. Heureusement, le droit successoral apporte une solution à ce type de situation : vous faites la donation au fils de votre fille, cette dernière s'engageant à rapporter cette donation faite à son enfant. Dans un tel cas, on parle de 'rapport pour autrui'. On fait en quelque sorte comme si votre fille avait elle-même bénéficié de la donation, qui est alors considérée comme une avance sur sa part successorale future. Dans ce cas, les deux branches de la famille sont traitées de manière égale.

Cette technique nécessite la signature d'un pacte successoral entre les trois parties impliquées.

En quoi consiste le pacte successoral global ?

Le pacte global a pour but de répondre au souhait des citoyens de régler, de leur vivant et en toute transparence, certains aspects de leur succession. Un tel pacte se conclut entre un parent et tous ses enfants.

Ce pacte global a pour objet de constater l'existence d'un équilibre entre les enfants en

tenant compte des donations ou avantages dont ils ont tous, ou certains d'entre eux, déjà bénéficié ainsi que de leur situation personnelle. Il n'est donc pas nécessaire qu'il existe une égalité mathématique entre ce que chaque enfant a reçu, mais bien un équilibre subjectif.

Pour établir cet équilibre entre les enfants, il est possible pour les parents de tenir compte de tout avantage octroyé à certains d'entre eux (études, fête de mariage, ...) En outre, l'équilibre subjectif constaté entre les enfants permet également de prendre en compte la situation personnelle de chacun. Comme l'état de fragilité dans lequel se trouvent certains (chômage, incapacité de travail, handicap, ...) ou au contraire du confort dans lequel d'autres évoluent (situation professionnelle très privilégiée, état de fortune, ...). Sur cette base, une situation où un enfant reçoit plus qu'un autre, voire où l'un ne reçoit rien et l'autre tout, peut parfaitement être considérée comme étant équilibrée. Il convient seulement de justifier cet équilibre dans le pacte.

Le pacte successoral global ne doit toutefois pas être confondu avec un testament. Le pacte n'est pas un instrument permettant anticipativement de s'accorder sur le partage des biens qui composeront la succession des parents. Un tel partage ne peut se faire que par testament.

La signature du pacte global a pour conséquence, dans le chef des enfants, d'accepter l'équilibre constaté entre eux et de renoncer (1) à exiger le rapport des donations visées dans le pacte au moment de la succession des parents, et (2) à les contester afin de préserver leur réserve héréditaire. Ces donations disparaissent donc définitivement du partage de la succession future des parents. Les compteurs sont en quelque sorte remis à zéro dès la conclusion du pacte. Le risque de discussion entre les enfants s'en trouve réduit et la tranquillité des parents renforcée. —

Vous souhaitez de plus amples informations ?

L'intégralité de cet article, avec exemples pratiques, peut être consultée sur [deutschebank.be/actu](https://www.deutschebank.be/actu) avec filtrage sur "Estate Planning & Fiscalité". Vous pouvez aussi scanner ce code QR.





SATELLITE – THÉMATIQUE

ROBECOSAM SMART MOBILITY EQUITIES,
géré par Robeco Institutional Asset Mgmt BV

Tous les chemins mènent à... une solution

‘Se déplacer en voiture, c’est devenu l’enfer’. Comme conducteur/conductrice, sans doute vous êtes-vous déjà plaint(e) à de multiples reprises des embouteillages. Comme investisseur, vous avez la possibilité de voir plus loin que ces lamentations. Découvrez pourquoi la mobilité intelligente est aujourd’hui un thème d’investissement attrayant, et comment générer un impact au moyen de vos investissements.

À

l’instar de nombreux autres pays, l’Inde est confrontée à un immense problème de congestion automobile. En raison de

la croissance démographique et de la progression du bien-être, le parc automobile a explosé au cours de la dernière décennie. Rien qu’à Delhi, on compte aujourd’hui 3 millions d’autos et 9 millions de rickshaws motorisés. Au point que les embouteillages de la métropole lui coûtent 12% de son PIB² (perte de temps, carburant...). Oui, vous lisez bien : douze pourcent. Or, de multiples projets ont été menés à bien en Inde au cours des 10 dernières années. Comme de nouvelles lignes de métro (200 km, rien qu’à Delhi) et de nouveaux modèles d’entreprise, inspirés par l’économie partagée et par les technologies disruptives.

Touchons-nous au but ?

Tout comme l’Inde, les autres pays sont le théâtre de petites et de grandes (r)évolutions dans la mobilité. Sur les pistes cyclables, nous sommes dépassés par les vélos électriques. Dans les rues, les skateboards électriques slaloment à travers le trafic. Et

peut-être une voiture partagée est-elle garée devant votre porte. L’exemple de Delhi – et de toutes les autres grandes villes du monde – révèle que la conversion vers la mobilité intelligente (moins de pollution, de stress et de coûts) est en marche, mais que le chemin est encore long. Le changement n’est cependant pas une option. C’est un must. Outre la problématique démographique et urbanistique, le défi climatique doit être relevé. À l’heure actuelle, les diverses formes de transport et de mobilité sont encore responsables de 16,2% des émissions mondiales de CO₂³. La mobilité intelligente peut faire partie de la solution.

Mobilité rime avec électricité

L’électrification est un des piliers de la transition vers la mobilité intelligente. Les auteurs de science-fiction ont toujours prédit que les véhicules électriques remplaceraient un jour les voitures traditionnelles. Ce jour est arrivé. Aujourd’hui, en Europe, la voiture familiale la moins chère est électrique (sur la base du ‘total cost of ownership’)⁴. Mais le grand virage vers l’électrique doit encore se produire. Pour l’instant, 1% seulement de tous les véhicules de la planète sont électriques⁵. Quelles

que soient les considérations – climatiques et géopolitiques – l’électrification est potentiellement la seule porte de sortie du monde fossile.

Des voitures électriques, mais pas seulement

L’électrification est cruciale, mais ce n’est pas la seule solution. De nouveaux modèles d’entreprise et des services à la demande tels que Lyft et Uber par exemple, les voitures/vélos/trottinettes partagés et les abonnements de mobilité flexibles sont tout aussi essentiels. Les villes, de leur côté, doivent adapter leurs infrastructures aux exigences de l’ère du transport moderne et à la gestion des flux de trafic. Bref, la conversion vers la mobilité intelligente ne passe pas par une seule solution, mais par un ensemble de produits, de projets et de services.

Changement = Opportunités d’investissement

Le changement requiert des investissements. Des investissements d’autant plus substantiels que la mutation à





réaliser est radicale. Un tel contexte est source d'opportunités pour les investisseurs désireux de miser sur la mobilité de demain. Aussi séduisant que soit ce thème, il reste toutefois essentiel de diversifier ses investissements et de répartir les risques entre différents sous-secteurs :

1. Producteurs et fournisseurs de composants

- Fabricants de véhicules électriques
- Batteries lithium-ion, composants de motorisations électriques et de chargement de batteries, capteurs, semi-conducteurs, éclairages intelligents, matériaux ultralégers...
- Matériel de production et logiciels de prototypage virtuel

2. Infrastructures

- Un réseau électrique flexible et étendu

- Des stations de chargement (électricité et hydrogène), y compris des bornes commerciales et des stations de recharge rapide
- Des solutions de stockage de l'électricité, telles que des méga-batteries
- Des systèmes de gestion de l'énergie, et notamment des solutions de transmission vers le domicile de l'électricité stockée dans les véhicules électriques (la batterie de l'automobile sert alors de source énergétique, par exemple en cas de faible rendement des panneaux solaires)
- Des solutions intelligentes pour la circulation automobile

3. Véhicules autonomes

- Logiciels et électronique pour les cockpits digitaux
- Infotainment⁶

- Services de connectivité et technologies de communication entre véhicules (par exemple pour respecter les distances)
- Intelligence artificielle et technologie LiDAR
- Systèmes sophistiqués d'aide à la conduite, comme le régulateur de vitesse adaptatif, les systèmes pre-crash et de détection de somnolence, etc.

4. Nouvelles solutions de mobilité

- Les entreprises actives dans des sous-solutions
- Les nouvelles solutions de mobilité intelligente : taxis-robots, avions électriques, monowheelers ...

La mobilité intelligente est une vaste thématique, composée de multiples acteurs opérant sur plusieurs fronts. Face à une telle diversité, un fonds →

¹ Source : <https://www.financialexpress.com/economy/traffic-jam-in-4-metros-costs-more-than-entire-rail-budget-this-city-has-worst-peak-hour-congestion/1146356/> ² Produit intérieur brut = la valeur totale de tous les biens et services produits par une entreprise au cours d'une année. ³ Source : ourworldindata.org/ghg-emissions-by-sector ⁴ Dacia Spring Electric ⁵ Source : <https://www.iea.org/reports/global-ev-outlook-2021> ⁶ Contraction de 'information' et 'entertainment'. ⁷ Un 'fonds' est l'appellation commune pour désigner un organisme de placement collectif (OPC), qui peut exister sous le statut d'OPCVM (UCITS) ou d'OPCA (non-UCITS). Un OPC peut se composer de compartiments. Les fonds sont exposés à des risques. Leur valeur peut évoluer à la hausse comme à la baisse et il est possible que les investisseurs ne récupèrent pas le montant de leur investissement.



Cette stratégie investit dans de nouveaux secteurs, pour que la mobilité de demain soit sûre, écoresponsable, connectée et efficiente en termes de coûts.

PIETER BUSSCHER, GESTIONNAIRE DU FONDS

→ à gestion active⁷, géré tant par des experts en technologie que par des spécialistes de l'investissement, peut faire une grande différence.

RobecoSAM Smart Mobility Equities

RobecoSAM Smart Mobility Equities est un fonds géré activement qui investit dans des entreprises du monde entier actives dans l'électrification des transports. La sélection de ces entreprises est fondée sur une analyse fondamentale.

Le fonds se compose en général d'un panier d'actions (entre 40 et 80). Elles sont sélectionnées par le gestionnaire parmi un univers de centaines de sociétés liées à la mobilité intelligente : fabricants et distributeurs de véhicules, équipements et logiciels de production, batteries, motorisations électriques, matériaux ultralégers, solutions de connectivité, mobilité partielle, intelligence artificielle, bornes de chargement, infrastructures hydrogène, réseaux intelligents...

“Le secteur de la mobilité est en pleine mutation, en raison du passage à l'électrique et à la conduite autonome. De nouveaux modèles voient le jour, qui offrent des alternatives en matière de voyages et de trajets domicile-travail. Cette stratégie investit dans tous ces secteurs, pour que la mobilité de demain soit sûre, respectueuse de la planète, communicante et efficiente en termes de coûts”, explique Pieter Busscher, le gestionnaire du fonds. Pour faire son choix, il recherche entre autres des entreprises en forte croissance ou occupant une position dominante, dirigées par un

management de qualité, possédant un haut potentiel de croissance et un bilan robuste.

Pour un avenir plus durable

Le fonds encourage la décarbonation du secteur des transports en investissant dans l'électrification. Il poursuit les objectifs d'investissement durable tels que décrits dans l'article 9 de la 'Sustainable Finance Disclosure Regulation'. Ce faisant, il exclut non seulement divers secteurs tels que les armes controversées ou le charbon, mais recherche aussi des entreprises qui contribuent aux Objectifs de Développement durable (ODD) des Nations Unies, tels qu'une énergie durable et abordable, ou des villes et communautés durables et vivables. Le fonds intègre des critères de durabilité dans le processus de sélection de ses actions, ainsi que via une évaluation de la durabilité spécifique à cette thématique. Le portefeuille est composé sur la base d'un univers d'entre-

prises dont le modèle contribue aux objectifs de l'investissement thématique. De plus amples informations sont disponibles dans le prospectus et dans la politique d'investissement.

Le thème vous convainc, mais vous hésitez quant au timing ? Chez Deutsche Bank, vous pouvez aussi investir dans ce produit à intervalles réguliers via DB Investment Plan⁹.

Toute décision d'investissement doit être basée sur le prospectus et sur les informations essentielles de l'investisseur, et être conforme à votre Financial ID. —

Le présent article a été rédigé par Deutsche Bank AG Succursale de Bruxelles et est cofinancé par le gestionnaire du fonds présenté.



⁸ Règlement (UE) 2019/2088 du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers. ⁹ Via DB Investment Plan, vous investissez tous les mois un montant au choix (entre 100 et 500 euros). Pour de plus amples informations, consultez le règlement de DB Investment Plan sur [deutschebank.be/dbinvestmentplan](https://www.deutschebank.be/dbinvestmentplan).

ROBECOSAM SMART MOBILITY EQUITIES D EUR GÉRÉ PAR ROBECO INSTITUTIONAL ASSET MGMT BV

RobecoSAM Smart Mobility Equities est un fonds à gestion active qui investit mondialement dans des sociétés profitant de l'électrification des transports. La sélection de ces titres est basée sur une analyse fondamentale. Le fonds vise une performance supérieure à l'indice. Le processus de sélection de titres intègre les critères de durabilité grâce à l'évaluation de la durabilité spécifique à la thématique. Le portefeuille est basé sur un univers d'investissement éligible qui comprend des sociétés dont les business models contribuent aux objectifs d'investissement thématique. L'évaluation relative aux ODD concernés est basée sur un cadre développé en interne. Pour en savoir plus, consultez www.robeco.com/si. Le fonds a pour objectif l'investissement durable au sens de l'Article 9 du Règlement européen sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur financier. Le fonds favorise la décarbonation des transports mondiaux en investissant dans l'électrification et dans des sociétés contribuant aux Objectifs de développement durable de l'ONU (ODD) : Énergie propre et abordable, Travail décent et croissance économique, Industrie, innovation et infrastructures, Villes et communautés durables, et Action climatique. Le fonds intègre les critères ESG (environnementaux, sociaux et de gouvernance) dans le processus d'investissement et applique des indicateurs de durabilité, y compris, mais sans s'y limiter, la politique de bonne gouvernance de Robeco, des exclusions normatives, ainsi qu'en ce qui concerne les activités et les régions, et le vote par procuration.

Le fonds est autorisé à poursuivre une politique de change active afin de générer des rendements supplémentaires et peut avoir recours à des opérations de couverture de devises.

TRN Indice de référence : MSCI World Index TRN. La majorité des titres sélectionnés seront des composantes de l'indice, mais pas nécessairement. Bien que la politique d'investissement ne soit pas restreinte par un indice, le fonds peut se référer à un indice de référence à des fins de comparaison. Le fonds peut dévier considérablement des pondérations de l'indice de référence en termes d'émetteurs, de pays et de secteurs. Il n'y a aucune restriction quant à l'écart par rapport à l'indice de référence. Le benchmark est un indice général de marché pondéré non conforme aux objectifs d'investissement durable poursuivis par le fonds.

Cette Part du fonds ne distribue pas de dividende. Vous pouvez acheter ou vendre des parts du fonds à n'importe quelle date d'évaluation. Ce fonds pourrait ne pas convenir aux investisseurs qui prévoient de retirer leur apport dans 5 ans.

La politique d'investissement mentionnée ci-dessus est issue du KIID. Ni le rendement, ni le capital sont garantis ou protégés.

Parts	Capitalisation
ISIN	LU2145465402
Devise	EUR
Swing Pricing ¹	Applicable
Nature juridique	Compartment de la SICAV
Dénomination de la SICAV	Robeco Capital Growth Funds La VNI est consultable sur www.beama.be
Frais d'entrée	maximum 5 %, maximum 1,5 % chez Deutsche Bank
Frais de sortie	0 %
Frais courants ²	1,71 %
Souscription	minimum 1 part chez Deutsche Bank
Pays d'origine	Luxembourg
Durée	Illimitée
TOB à la sortie ³	1,32% (Max. 4.000 euros)
Précompte mobilier sur dividendes ³	Pas applicable
Précompte mobilier en cas de rachat ³	30%
SRRI	6 sur un maximum de 7

PROFIL DE RISQUE ET DE RENDEMENT



L'indicateur synthétique de risque et de rendement donne une indication du risque lié à l'investissement dans un organisme de placement collectif. Il situe ce risque sur une échelle de 1 (risque le plus faible, rendement potentiellement le plus faible) à 7 (risque le plus élevé, rendement potentiellement le plus élevé). La catégorie de risque la plus basse n'est pas synonyme d'investissement sans risque. Il est basé sur des données historiques et pourrait ne pas constituer une indication fiable du profil de risque futur du fonds. La catégorie de risque indiquée n'est pas garantie et peut changer avec le temps.

Glossaire

Fonds : le concept de 'fonds' est l'appellation commune pour un organisme de placement collectif (OPC), qui peut exister sous le statut d'OPCVM (UCITS) ou d'OPCA (non-UCITS). Un OPC peut se composer de compartiments. Les fonds sont exposés à des risques. Leur valeur peut évoluer à la hausse comme à la baisse et les investisseurs peuvent ne pas récupérer le montant de leur investissement.

Risques liés au fonds

Les produits d'investissement peuvent évoluer à la hausse comme à la baisse et les investisseurs peuvent ne pas récupérer le montant de leur investissement. Vous retrouverez ci-dessous une description générale des risques associés à ce type de fonds tels que définis par Deutsche Bank AG Succursale de Bruxelles. Vous retrouverez une description détaillée des risques dans le KIID disponible sur le site deutschebank.be. **Risque de liquidité** : Difficulté de valorisation ou de cession de titres au moment désiré. **Risque de contrepartie** : Incapacité ou refus d'une contrepartie à honorer ses obligations. **Risque de change** : Fluctuations des taux de change ou de la réglementation de contrôle des changes. **Risque actions** : Les actions sont, en général, plus volatiles que les obligations.

Les cours des actions fluctuent en fonction de plusieurs facteurs, dont notamment des informations d'ordre général, économique, sectoriel ou relatives à la société. **Risque des marchés émergents** : Risques politique, juridique, de contrepartie, et opérationnel accrus pour les marchés émergents. **Risque de concentration** : Exposition concentrée à un pays ou secteur particulier.



Informations générales

Avant de souscrire, vous avez l'obligation de prendre connaissance du document 'Informations clés pour l'investisseur' et du prospectus. Nous vous recommandons également de consulter les derniers rapports périodiques de la SICAV. Ces documents peuvent être consultés sur deutschebank.be ou obtenus gratuitement dans les Financial Centers Deutsche Bank AG Succursale de Bruxelles, en tant que distributeur, et auprès du service financier du fonds. En cas de plaintes éventuelles, le client peut s'adresser au service Client Solutions de la banque (adresse : Deutsche Bank Client Solutions, Avenue Marnix 13-15, 1000 Bruxelles ; Tél. : +32 2 551 99 34. E-mail : service.clients@db.com). Si le client n'est pas satisfait de la manière dont sa réclamation a été traitée, il peut prendre contact avec l'Ombudsman (adresse : OMBUDSFIN, Ombudsman en conflits financiers, Ombudsfins asbl, North Gate II, Boulevard du Roi Albert II 8, boîte 2, 1000 Bruxelles ; E-mail : ombudsman@ombudsfins.be ; Site web : ombudsfins.be).

¹ Le swing pricing est une méthode moderne de calcul, utilisée par les sociétés de gestion, afin de déterminer la valeur nette d'inventaire de leurs OPC. Le swing pricing permet aux fonds de placement de régler les frais de transaction journaliers découlant de la souscription et des rachats par les investisseurs entrants et sortants. Vous trouverez davantage d'informations sur le swing pricing dans le prospectus. ² Les frais courants n'incluent pas la rémunération liée à la performance et les frais de transaction. Les frais de transaction mentionnés sont les derniers disponibles dans le document "Informations clés pour l'investisseur" du produit concerné à la date de cette publication. Deutsche Bank AG Succursale de Bruxelles reçoit un pourcentage de ses frais de gestion de la part du directeur de l'OPC sous la forme de rétrocessions. En général, ce pourcentage varie entre 50% et 60%. Davantage d'informations sont disponibles sur simple demande auprès de Deutsche Bank AG Succursale de Bruxelles. ³ Le traitement fiscal suit la législation en vigueur à la date de cette brochure et dépend de la situation fiscale personnelle de l'investisseur. En cas de rachat des actions de capitalisation et de distribution, l'investisseur individuel, personne physique habitant en Belgique, peut être soumis à un précompte mobilier de 30% sur les revenus (sous la forme d'intérêts, de plus-values ou de moins-values) qui, directement ou indirectement, proviennent des créances, si le fonds investit pour plus de 10% de ses actifs dans des créances (25% si les actions ont été achetées par l'investisseur avant le 1er janvier 2018), conformément aux dispositions de l'article 19 bis du CIR92. Le présent document ne constitue ni un conseil fiscal ni un conseil juridique.



THREADNEEDLE (LUX)
AMERICAN SMALLER COMPANIES,
GÉRÉ PAR THREADNEEDLE MANAGEMENT LUXEMBURG S.A.

Petites par la taille, mais...

Peu connues, les petites entreprises n'en sont pas pour autant moins intéressantes. Investir dans de telles sociétés, c'est une manière de diversifier votre portefeuille. Leur haut rendement potentiel ne va cependant pas sans risques ni défis. Découvrez comment la gestion active permet de relever ces défis.

Les marchés financiers font l'objet de multiples études. Tous les mois, des milliers de nouvelles analyses sont publiées. La plupart d'entre elles passent inaperçues, mais certaines méritent une attention plus approfondie.

Ce fut le cas en 1993, lorsqu'Eugene Fama et Kenneth French ont publié une étude consacrée à l'effet 'small cap'. Cette étude révélait que les 10% d'actions américaines dont la capitalisation de marché était la plus faible ont surperformé de 2,4% les 10% des sociétés US à la plus haute capitalisation. Et ce depuis 1920. Autrement dit, plus la capitalisation est faible, plus le rendement potentiel est élevé. Quelques années plus tard, Eugene et Kenneth se sont vus décerner le prix Nobel d'économie...

Alors que de nombreux investisseurs considèrent que le potentiel de rendement doit surtout être recherché parmi les cadors du S&P 500 ou du Dow Jones, les chiffres historiques révèlent que ce sont les petites entreprises, souvent inconnues, qui génèrent le plus haut rendement à long terme¹. Depuis lors, l'analyse



de Fama & French a été répétée à de multiples reprises et étendue à d'autres marchés. Souvent – pas toujours – ces études ont confirmé la surperformance des small caps². Très bien, direz-vous, mais comment expliquer ce phénomène ?

Pourquoi les petites entreprises sont-elles attrayantes ?

1 Les arbres ne montent pas jusqu'au ciel

Depuis quelques années, les investisseurs n'ont d'yeux que pour les actions des FAANG³, qui donnent le ton sur les bourses. Seul hic, de telles croissances sont intenables à long terme. Les investisseurs qui recherchent un potentiel de croissance doivent donc chercher ailleurs. Comme parmi de plus petites entreprises qui, comme les jeunes pousses d'une forêt, ont encore une longue croissance devant elles.

2 La flexibilité, un atout clé

Les petites entreprises sont généralement plus flexibles que les grandes. Comme l'a tragiquement illustré le Titanic, les grands navires ont plus de mal à changer de cap que les coquilles de noix. Lancer de nouveaux produits ? Adapter la stratégie à une évolution inattendue ? Dans une petite entreprise, on surmonte plus aisément les obstacles imprévus qui se dressent sur la route de la croissance.

3 Loin des yeux, loin du cœur ?

Les petites entreprises sont souvent d'une taille trop modeste pour justifier des analyses par les gestionnaires de fonds professionnels. Elles passent en quelques sortes 'sous le radar', ce qui peut donner lieu à une cotation inappropriée et à une sous-évaluation. Parmi elles, les investisseurs ont donc plus de chances de trouver des pépites méconnues. Mais en courant certains risques.

4 Une activité souvent plus 'lisible'

Les petites entreprises se caractérisent souvent par un moindre nombre de produits, services, divisions... de sorte qu'il est plus simple de comprendre leur modèle d'activité. Comme investisseur, peut-être pourrez-vous-même dialoguer avec leur management, ce qui est impensable avec une large cap⁴. Mieux, ce management est parfois l'actionnaire majoritaire, avec un surcroît d'implication à la clé.

5 Une proie toute désignée

Il existe beaucoup plus d'acquéreurs potentiels pour les petites entreprises. Les chances de rachat d'une grande société pharmaceutique ou alimentaire sont faibles. Ce n'est pas le cas des petites sociétés, qui recèlent donc un plus grand potentiel de prime de rachat.

6 Local is beautiful

En raison des problèmes tant logistiques que géopolitiques, les

filiales courtes ont gagné en importance ces dernières années. Les plus petites entreprises sont généralement implantées plus localement, et sont donc moins exposées aux risques propres aux longues chaînes d'approvisionnement transnationales.

7 L'embaras du choix

Il existe des dizaines de milliers de petites entreprises, actives dans tous les secteurs imaginables. Ainsi, dans le Russel 2000 – le benchmark dans lequel figurent 2.000 small caps américaines – la technologie est deux fois moins représentée que dans le S&P 500, tandis que la pondération de l'immobilier, des banques et de la santé est plus diversifiée.

Pourquoi les investisseurs snobent-ils les petites entreprises ?

Comme elles sont peu connues, les petites entreprises nécessitent un effort d'analyse supplémentaire de la part des investisseurs. En raison de son étendue et de sa complexité, ce marché est difficile à appréhender par les particuliers, et même par certains investisseurs professionnels. Bien que leur rendement potentiel soit historiquement supérieur, les petites sociétés ont tendance à être plus volatiles. Elles intéressent moins les acheteurs et les vendeurs, de sorte que le fossé entre le prix demandé et le prix proposé peut être élevé. En règle générale, les small caps sont plus risquées que les large caps. Leur po- →



Comme elles sont peu connues, les petites entreprises nécessitent un effort d'analyse supplémentaire de la part des investisseurs.



→ tentiel d'appréciation est plus grand, mais aussi leur potentiel de dépréciation. Voilà pourquoi un fonds à gestion active⁵ spécialisé dans les petites entreprises peut être une solution pour les investisseurs qui souhaitent exploiter ce potentiel, mais qui ne disposent pas de l'expertise nécessaire.

Threadneedle (Lux) – American Smaller Companies

Le fonds Threadneedle (Lux) – American Smaller Companies investit dans des actions de petites entreprises américaines ou de sociétés essentiellement actives aux États-Unis. La valeur de marché de ces sociétés au moment de l'achat est généralement comprise entre 500 millions et 10 milliards de dollars.

Le gestionnaire du fonds et son équipe sélectionnent les actions via *stock picking*⁶. Lors de cette sélection, ils donnent la préférence aux entreprises qui, grâce à de réels avantages concurrentiels, peuvent être les gagnants de demain. Nicolas Janvier, gestionnaire du fonds : "Avant de choisir des actions, nous analysons toujours le pouvoir concurrentiel des entreprises en question selon le modèle des 'Cinq Forces' de Porter :

– À quel point l'entreprise est-elle (in) dépendante de ses fournisseurs ?

- Quels sont les rapports de force de l'entreprise avec ses clients ?
- Dans quelle mesure les produits et services de l'entreprise sont-ils remplaçables ?
- Quel niveau de menace les nouveaux venus sur le marché représentent-ils ?
- À quel point la position concurrentielle de l'entreprise est-elle forte ?

Chaque entreprise est donc passée aux rayons X afin de distinguer le bon grain de l'ivraie. La société est-elle évolutive ? Sa structure est-elle simple ou complexe ? Génère-t-elle du cash ou en consomme-t-elle ? Est-elle peu ou fort dépendante d'infrastructures lourdes ? Le management de l'entreprise s'investit-il uniquement dans cette société, ou est-il également actif dans d'autres entreprises ? Etc.

Certaines tendances macroéconomiques et thèmes d'investissement (vieillesse de la population, automatisation, énergies nouvelles, ...) peuvent aussi influencer la sélection des actions. "En général, nous sommes positifs quant aux perspectives des petites entreprises. Notre analyse des cycles passés révèle que les petites sociétés US se portent généralement bien dans un environnement d'inflation et de hausse des taux.

En outre, ces petites structures sont généralement mieux connectées au marché intérieur que les plus grandes entreprises", poursuit Nicolas Janvier.

Le fonds Threadneedle (Lux) – American Smaller Companies investit dans 50 à 80 entreprises actives dans un large éventail de secteurs. Il affiche 5 étoiles Morningstar⁷, le score le plus élevé (situation au 15 mai 2022).

Le thème vous convainc, mais vous hésitez quant au timing ? Chez Deutsche Bank, vous pouvez aussi investir périodiquement dans ce produit via DB Investment Plan⁸.

Toute décision d'investissement doit être basée sur le prospectus et sur les informations essentielles de l'investisseur, et être conforme à votre Financial ID. —

Le présent article a été rédigé par Deutsche Bank AG Succursale de Bruxelles et est cofinancé par le gestionnaire du fonds présent.

¹ Source : <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0304405X93900235?via%3Dihub>
² Entreprise dont la valeur boursière est encore relativement faible ³ L'acronyme de Facebook, Amazon, Apple, Netflix et Google. ⁴ Entreprises dont la valeur de marché est généralement supérieure à 10 milliards de dollars ou d'euros. ⁵ Un 'fonds' est l'appellation commune pour désigner un organisme de placement collectif (OPC), qui peut exister sous le statut d'OPCVM (UCITS) ou d'OPCA (non-UCITS). Un OPC peut se composer de compartiments. Les fonds sont exposés à des risques. Leur valeur peut évoluer à la hausse comme à la baisse et il est possible que les investisseurs ne récupèrent pas le montant de leur investissement. ⁶ La sélection des actions. Il s'agit d'une des deux stratégies des investisseurs actifs visant à générer un rendement potentiel supérieur à la moyenne. Sur la base d'une analyse approfondie de l'entreprise, ils tentent d'évaluer l'attractivité d'une action. ⁷ Morningstar est un fournisseur indépendant d'analyses d'investissement. La notation Morningstar est une évaluation quantitative de la performance passée d'un fonds tenant compte du risque et des coûts imputés. Cette notation est mise à jour tous les mois. L'attribution des étoiles se fait en fonction du critère de performance adaptée au risque. Les fonds analysés reçoivent de 1 à 5 étoiles (5 étoiles étant la notation la plus élevée). De plus amples informations sont disponibles sur morningstar.be/be/news/34914/de-morningstar-rating.aspx ⁸ Via DB Investment Plan, vous investissez un montant au choix (entre 100 et 500 euros par mois). Pour de plus amples informations, consultez le règlement de DB Investment Plan sur deutschebank.be/dbinvestmentplan.

THREADNEEDLE (LUX) – AMERICAN SMALLER COMPANIES GÉRÉ PAS THREADNEEDLE MANAGEMENT LUXEMBURG S.A.

Le Fonds vise à accroître la valeur de votre investissement à long terme. Le Fonds investit au moins deux tiers de ses actifs dans des actions de sociétés plus petites aux États-Unis ou de sociétés qui y exercent une partie significative de leurs activités. Ces sociétés auront généralement une valeur de marché comprise entre 500 millions de dollars US et 10 milliards de dollars US au moment de l'achat. Le Fonds peut avoir recours à des produits dérivés (instruments d'investissement sophistiqués liés à la hausse et à la baisse de la valeur d'autres actifs) à des fins de couverture. Le Fonds peut également investir dans des classes d'actifs et instruments qui diffèrent de ceux mentionnés ci-dessus. Le Fonds est activement géré en fonction de l'indice Russell 2500. L'indice est représentatif de l'ensemble des sociétés dans lesquelles le Fonds investit et constitue un Indice de Référence approprié en fonction duquel la performance du Fonds sera calculée et évaluée dans la durée. Le Fonds promeut des caractéristiques environnementales et sociales en cherchant à se comparer favorablement à l'indice sur des périodes de 12 mois consécutifs lorsqu'il est évalué selon la Notation de la matérialité des facteurs ESG (environnementaux, sociaux et de gouvernance) de Columbia Threadneedle. L'indice n'est pas conçu pour tenir compte spécifiquement de caractéristiques environnementales ou sociales. Le gestionnaire de fonds a le pouvoir de choisir des investissements avec des pondérations différentes de celles de l'indice et des investissements qui ne sont pas dans l'indice, et le Fonds peut différer sensiblement de l'indice. Le Fonds vise également à exclure les sociétés qui ne respectent pas les normes et principes internationaux acceptés (p. ex. le Pacte mondial des Nations Unies), sauf si le gestionnaire de fonds estime qu'il existe des facteurs d'atténuation tangibles pour la société. De plus amples informations sur les directives d'investissement, notamment sur la méthodologie de la Notation de la matérialité des facteurs ESG de Columbia Threadneedle et la politique d'engagement, sont disponibles sur columbiathreadneedle.com. Le Fonds est considéré comme un fonds qui promeut des caractéristiques environnementales ou sociales en vertu de l'Article 8 du Règlement (UE) 2019/2088 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (SFDR). Les revenus provenant des investissements réalisés par le Fonds seront réintégrés dans la valeur des parts. Vous pouvez acheter et vendre des parts du Fonds n'importe quel jour ouvré au Luxembourg à moins que les directeurs n'aient décidé qu'il y ait un nombre insuffisant de marchés ouverts. Les jours ouverts sont publiés sur columbiathreadneedle.com. Vous pouvez trouver plus de détails sur les objectifs et la politique d'investissement du Fonds dans la section du Prospectus intitulée « Objectifs et politiques d'investissement ».

La politique d'investissement mentionnée ci-dessus est issue du KIID. Ni le rendement ni le capital ne sont garantis ou protégés.

Parts	Capitalisation
Code ISIN	LU1864950479
Devise	EUR
Swing Pricing ¹	Applicable
Nature juridique	Compartiment de SICAV
Nom de la SICAV	Threadneedle (Lux) SICAV La VNI est consultable sur www.fundinfo.com
Frais d'entrée	Max. 5% (Max. 1,5 % chez Deutsche Bank)
Frais de sortie	0 %
Frais courants ²	1,68 %
Investissement minimum	1 part chez Deutsche Bank
Pays d'origine	Luxembourg
Maturité	Pas de limite
TOB à la sortie ³	1,32% (max. 4000 EUR)
Précompte mobilier sur dividendes ³	Pas d'application
Précompte mobilier en cas de rachat ³	30 %
SRRI	6 sur un maximum de 7

¹ Le swing pricing est une méthode moderne de calcul, utilisée par les sociétés de gestion, afin de déterminer la valeur nette d'inventaire de leurs OPC. Le swing pricing permet aux fonds de placement de régler les frais de transaction journaliers découlant de la souscription et des rachats par les investisseurs entrants et sortants. Vous trouverez davantage d'informations sur le swing pricing dans le prospectus. ² Les frais courants n'incluent pas la rémunération liée à la performance et les frais de transaction. Les frais de transaction mentionnés sont les derniers disponibles dans le document "Informations clés pour l'investisseur" du produit concerné à la date de cette publication. Deutsche Bank AG Succursale de Bruxelles reçoit un pourcentage de ses frais de gestion de la part du directeur de l'OPC sous la forme de rétrocessions. En général, ce pourcentage varie entre 50% et 60%. Davantage d'informations sont disponibles sur simple demande auprès de Deutsche Bank AG Succursale de Bruxelles. ³ Le traitement fiscal suit la législation en vigueur à la date de cette brochure et dépend de la situation fiscale personnelle de l'investisseur. En cas de rachat des actions de capitalisation et de distribution, l'investisseur individuel, personne physique habitant en Belgique, peut être soumis à un précompte mobilier de 30% sur les revenus (sous la forme d'intérêts, de plus-values ou de moins-values) qui, directement ou indirectement, proviennent des créances, si le fonds investit pour plus de 10% de ses actifs dans des créances (25% si les actions ont été achetées par l'investisseur avant le 1er janvier 2018), conformément aux dispositions de l'article 19 bis du CIR92. Le présent document ne constitue ni un conseil fiscal ni un conseil juridique.

PROFIL DE RISQUE ET DE RENDEMENT

← Risque plus faible					Risque plus élevé →	
1	2	3	4	5	6	7
← Rendement potentiel plus faible				Rendement potentiel plus élevé →		

L'indicateur synthétique de risque et de rendement donne une indication du risque lié à l'investissement dans un organisme de placement collectif. Il situe ce risque sur une échelle de 1 (risque le plus faible, rendement potentiellement le plus faible) à 7 (risque le plus élevé, rendement potentiellement le plus élevé). La catégorie de risque la plus basse n'est pas synonyme d'investissement sans risque. Il est basé sur des données historiques et pourrait ne pas constituer une indication fiable du profil de risque futur du fonds. La catégorie de risque indiquée n'est pas garantie et peut changer avec le temps.

Risques liés au fonds

Les produits d'investissement peuvent évoluer à la hausse comme à la baisse et les investisseurs peuvent ne pas récupérer le montant de leur investissement. Vous retrouverez ci-dessous une description générale des risques associés à ce type de fonds tel que définis par Deutsche Bank AG Succursale de Bruxelles. Vous retrouverez une description détaillée des risques dans le prospectus disponible sur le site Web www.deutschebank.be. **Risque de crédit** : défaillance ou dégradation de la notation de solvabilité d'un émetteur présent en portefeuille. **Risque de liquidité** : difficulté de valorisation ou de cession de titres au moment désiré. **Risque de contrepartie** : incapacité ou refus d'une contrepartie à honorer ses obligations. **Risque de change** : fluctuations des taux de change ou de la réglementation de contrôle des changes. **Risque actions** : les actions sont, en général, plus volatiles que les obligations. Les cours des actions fluctuent en fonction de plusieurs facteurs, dont notamment des informations d'ordre général, économique, sectoriel ou relatives à la société. **Risques liés à l'utilisation de produits dérivés** : ces instruments peuvent, de par leur effet de levier, augmenter la sensibilité du portefeuille aux mouvements du marché.


Informations générales

Avant de souscrire, vous avez l'obligation de prendre connaissance du document 'Informations clés pour l'investisseur' et du prospectus. Nous vous recommandons également de consulter les derniers rapports périodiques de la SICAV. Ces documents peuvent être consultés sur deutschebank.be ou obtenus gratuitement dans les Financial Centers Deutsche Bank AG Succursale de Bruxelles, en tant que distributeur, et auprès du service financier du fonds. En cas de plaintes éventuelles, le client peut s'adresser au service Client Solutions de la banque (adresse : Deutsche Bank Client Solutions, Avenue Marnix 13-15, 1000 Bruxelles ; Tél. : +32 2 551 99 35. E-mail : service.clients@db.com. Si le client n'est pas satisfait de la manière dont sa réclamation a été traitée, il peut prendre contact avec l'Ombudsman (adresse : OMBUDSFIN, Ombudsman en conflits financiers, Ombudsfm asbl, North Gate II, Boulevard du Roi Albert II 8, boîte 2, 1000 Bruxelles ; E-mail : ombudsman@ombudsfm.be ; Site web : ombudsfm.be).



Deutsche Bank en campagne ...

Depuis fin avril, nous redonnons de la visibilité à notre marque dans les media afin de renforcer notre image d'experts en conseils en investissement et notre appartenance à l'un des plus grands groupes financiers mondiaux.

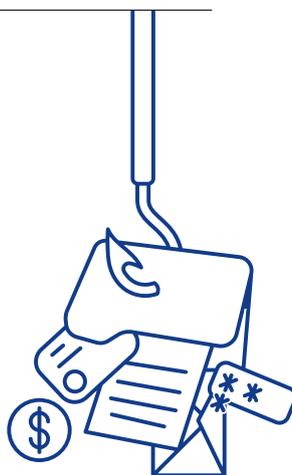


Autour des greens ...

Les beaux jours reviennent, les terrains sont magnifiques ... une aubaine pour les amateurs de golf. Que ce soit sur les magnifiques golf de Rigenée, Keerbergen, Latem, Rinkven ou Naxhelet : c'est toujours un plaisir de se retrouver autour des greens dans une ambiance détendue ! D'autres rendez-vous golffiques sont prévus jusque fin septembre.

Nouveau numéro pour signaler une fraude

Bien que les paiements et les opérations bancaires soient de plus en plus sûrs, les faits de fraude sont fréquents. Vous pensez être victime d'une fraude ? Dans ce cas, il vaut mieux agir rapidement et bloquer l'accès à l'Online Banking et à l'application MyBank. Dorénavant, vous pouvez appeler notre nouvelle ligne téléphonique dédiée et accessible 24 h/24 et 7 j/7 au +32 (0)2 551 99 98. Nous serons en mesure de bloquer vos services en ligne immédiatement. Pour rappel, dans le cas où vous avez perdu votre carte bancaire ou celle-ci a été volée, veuillez appeler sans attendre Card Stop au 078 170 170 pour la bloquer. N'hésitez pas à sauvegarder ces numéros dans votre téléphone pour les avoir toujours sous la main.



TOP 10

des articles les plus lus sur deutschebank.be entre le 1^{er} mars et le 31 mai 2022

- | | | |
|--|--|---|
| <p><u>1</u> Ukraine : trois scénarios possibles</p> <p><u>2</u> Impact du conflit Russo-Ukrainien sur l'inflation</p> <p><u>3</u> Guerre en Ukraine : L'appétit pour le risque des investisseurs en prend un coup</p> <p><u>4</u> Contre vents et marées : Perspectives pour l'économie et les investissements</p> | <p><u>5</u> Les arguments en faveur d'un rebond s'accroissent-ils ?</p> <p><u>6</u> La BCE ouvre la voie à une hausse des taux</p> <p><u>7</u> Fed : 50 devient la norme</p> <p><u>8</u> Quand la vague de ventes sur les bourses prendra-t-elle fin ?</p> | <p><u>9</u> Le moment est-il propice pour investir dans le secteur bancaire européen ?</p> <p><u>10</u> L'inflation et la guerre en Ukraine font plier les marchés financiers</p> |
|--|--|---|

Restez informé(e)

Suivez l'info sur deutschebank.be/actu

Deutsche Bank



Le hockey, nous le vivons à fond.

Merci à toutes nos équipes pour ces belles émotions au cours de cette saison 2021/2022.

Nous attendons la prochaine avec impatience. #proudsponsor



Certains voient une lentille de contact.

Nous, nous voyons que le marché mondial des biocapteurs pourrait atteindre 49,8 milliards de dollars d'ici 2030.

Grâce à nos conseils, certains de nos clients profitent déjà de cette opportunité d'investissement. Et vous ? Investir, c'est voir ce que les autres ne voient pas.

Deutsche Bank. La banque de vos investissements.



www.deutschebank.be/voirplusloin

Source : Biosensors Market Size, Share & Trends Analysis Report By Technology (Thermal, Electrochemical, Optical), By Application (Medical, Agriculture), By End User (POC Testing, Food Industry), By Region, And Segment Forecasts, 2022 – 2030.

Deutsche Bank AG, 12, Taunusanlage, 60325 Francfort-sur-le-Main, Allemagne, RC Francfort-sur-le-Main n° HRB 30000. Deutsche Bank AG Succursale de Bruxelles, 13-15 avenue Marnix, 1000 Bruxelles, Belgique, RPM Bruxelles, TVA BE 0418.371.094, IBAN BE03 6102 0085 7284, IHK D-H0AV-LOHOD-14. E.R. : Olivier Delfosse